



N°44 · 31.10.2025 · 72. Jahrgang

Unabhängige Wochenzeitung für Politik, Wirtschaft und Kultur

POLITIK Midd-Term Le CEO est fatigué. Ses ministres du Travail et de la Santé sont sur le siège éjectable Son ministre des Finances est en embuscade pour 2028 S. 3	Option espion Burner phones, detox, research security, best practices, due diligence : un nouveau lexique pour préserver l'ordre public et la sécurité nationale S. 7	WIRTSCHAFT Boulot dodo Pour que leurs salariés trouvent des logements abordables, les entreprises commencent à investir dans la pierre. L'État se montre généreux S. 12	FEUILLETON Mécaniques bien huilées À la Rockhal, les Chippendales jouent la comédie du strip-tease masculin. Derrière les muscles huilés, la virilité stéréotypée continue de mener la danse S. 15	Ein Ort gegen die Zeit Einst Sehnsuchtsort amerikanischer Popkultur, überdauert die Interview-Bar als kultureller Speicher inmitten der Exzesse des Konsums Foto: Sven Becker S. 18
--	---	--	---	--

25044

5 174663 453000

6,50 €

Mauvais numéro

IIII Pierre Surlut

Est-ce un carnet de voyage ? Le ministre des Affaires étrangères, Xavier Bettel (DP), a évoqué mardi à la Chambre le « ganz ganz ganz grouse Succès » du pavillon luxembourgeois à l'Exposition universelle d'Osaka et les « ganz ganz positiv Echoen » reçus lors de ses différentes visites sur place au cours de l'année écoulée. « Autour d'un café la semaine dernière avec Madame Merkel » à Berlin, les deux anciens chefs de gouvernement se sont rappelés avoir travaillé ensemble sur le principe de conditionnalité (pour bénéficier des fonds européens). L'argent serait le réel « esperanto de l'Union européenne », notamment pour faire respecter l'état de droit, en a déduit Xavier Bettel dans une de ses réflexion à haute-voix formulée devant les députés et diplomates mardi. Ou est-ce plutôt un brouillon de rapport d'activité 2025 ? Le chef de la diplomatie a brossé pendant 90 minutes à un rythme soutenu, entrecoupé par des digressions toutes personnelles, ses déplacements ces douze derniers mois. Notamment en Chine en novembre 2024 pour une mission économique. « Nous devons continuer à discuter avec la Chine », a avancé Bettel avant de s'aventurer hors-script : « On doit pouvoir discuter avec tout le monde. » Oups ! On ne parle plus à Poutine depuis les massacres de Boutcha. Justement le régime de Xi Jinping « peut avoir une grande influence sur la Russie pour la pousser à arrêter sa guerre en Ukraine ».

Mais peut-être est-ce aussi un agenda... Xavier Bettel informe qu'il se rendra la semaine prochaine à Samarkand en Ouzbékistan pour défendre la candidature du Luxembourg pour un siège au Comité exécutif de l'Unesco. En même temps une délégation financière se rendra à Singapour pour le Fintech Festival. À plus long terme, le Luxembourg prendra la présidence de la Grande région en 2027, puis celle du Benelux et enfin celle de l'UE (en 2029). L'intervention de Xavier Bettel ressemble aussi à un bilan un peu bâclé de l'état du monde, avec son lot de « conflits oubliés », présent (comme au Soudan ou dans la région des Grands lacs) et passés (en Corée), un listing échevelé des différentes régions et pays touchés par les crises. Que le Luxembourg y ait prise ou non. « Der DP Politiker redete zwar viel, sagte jedoch nur wenig », a asséné le *Wort* au lendemain de ce qui est, en fait, la déclaration de politique étrangère 2025. Car il y a quand même eu quelques annonces, comme la volonté de sanctionner les ministres extrémistes du gouvernement israéliens ou d'interdire les importations de produits des colonies en Cisjordanie. Mais que faut-il en penser ? Depuis New York en septembre, Bettel disait attendre l'analyse juridique sur la possibilité de sanctionner au niveau national des personnes qui ne figurent pas sur une liste européenne. Pour les produits des colonies, il fallait régler cela avec la Belgique. Les paramètres n'ont pas changé, mais maintenant il faut avancer ? Cette politique du « stop and go » discrédite le propos du chef de la diplomatie. Sans parler du bicéphalisme de la politique étrangère apparu ces derniers mois avec un numéro un qui dit oui (sur la procédure d'élargissement de l'UE au Monténégro en 2026 par exemple) quand le numéro deux dit non... et réciproquement. Comme sur les sanctions contre Israël où le Premier ministre Frieden garde le cap du « jamais sans l'UE », quand le Vice-premier s'échappe en solitaire.

L'allocution de Xavier Bettel au *Krautmaart* mardi a sonné faux dans cette alternance entre la gravité des sujets recensés sur le script (rédigé par ses services) et l'élocution naturelle du ministre, avec son lot d'effets de manche à la de Funès. Xavier Bettel excelle dans la politique sympathique et le contact humain. Mais sa bonhomie trouve ses limites dans le monde codifié et rigoureux de la diplomatie, notamment dans un contexte où les conflits guerriers resurgissent en de maints endroits. Certes le Luxembourg ne mène pas les relations internationales à la baguette grâce à son arsenal nucléaire. Xavier Bettel a en outre raison de faire du respect du droit international et de l'humanisme la boussole de l'action extérieure du petit pays qu'est le Luxembourg. (Dévier de cette voie mène à des compromissions intenable à long terme.) Mais il ne suffit pas de le dire. Et l'attitude asymétrique entretenue par le Luxembourg et l'UE dans les deux conflits matriciels (Ukraine et Proche-Orient) sapent le multilatéralisme que Xavier Bettel dit chérir. ●





Luc Frieden écoutant Xavier Bettel, ce mardi à la Chambre

Midd-Term

IIII Bernard Thomas

Le CEO est fatigué. Ses ministres du Travail et de la Santé sont sur le siège éjectable. Son ministre des Finances est en embuscade pour 2028

« Dialog heescht matenee schwätzen, an dat Schwätze fënnt statt. » Invité lundi chez *RTL-Radio*, Luc Frieden aligne les platitudes. Comme son modèle Macron, il porte ce matin-là un col roulé noir. Le Premier ministre tente de se donner une envergure internationale, dissertant longuement sur la géopolitique et les entreprises « étouffant » sous la réglementation européenne. La journaliste l'interroge sur les grands dossiers nationaux des trois années à venir. « Eng ribambelle vu Saachen », répond Luc Frieden. Puis de se perdre dans sa propre énumération, entre *Platzverweis*, énergie renouvelable et une deuxième baisse de l'imposition des entreprises. La simplification administrative, grande promesse électorale, est mentionnée en passant. L'individualisation des impôts, le magnum opus de son rival interne Gilles Roth, est passée sous silence ; sans doute un oubli. Après l'humiliation des *Sozialronnen*, Luc Frieden est en plein trou d'air politique. Depuis la rentrée, il n'a pas su générer de nouvelle dynamique.

Les spéculations incessantes sur un remaniement gouvernemental renforcent l'impression de détresse politique. L'option était sur la table avant l'été. Mais Luc Frieden voulait éviter de remplacer uniquement des ministres de son propre parti, par peur que la mauvaise presse se concentre sur le CSV. Il demandait donc aux libéraux de participer à la partie de chaises musicales. Le DP se refusant à ce jeu, l'opération a été annulée. La fenêtre d'opportunité s'est refermée. Une recomposition, entend-on, pourrait de nouveau être envisagée vers Pâques, pour la mi-mandat.

En attendant, les ministres CSV Martine Deprez et Georges Mischo se retrouvent sur le siège éjectable. La ministre de la Santé doit composer avec une AMMD radicalisée, dont la direction pousse pour des mini-cliniques privées, financées par des investisseurs tiers. L'ancienne prof de maths, habituée à agir dans le cadre feutré du Conseil d'État, se voit exposée à une pression énorme. Parmi les investisseurs en lice, on retrouve des poids lourds comme Marc Giorgetti et Alain Kinsch, hyperconnectés dans les milieux politiques et d'affaires (lire page 10). Ce lundi, Luc Frieden a rappelé à sa ministre les directives politiques, en direct sur *RTL-Radio* : Créer plus d'antennes « ausserhalb vun de Spideeler, lassgeléist vun de Spideeler ». Et de poser une *deadline* : « Dat muss an de nächste sechs bis zwielef Méint geschéien ». Ministre débordée, ultimatums politiques, lobbying intense, cette convergence de facteurs fait du moment actuel un moment périlleux pour le système de santé public. D'autant plus que la gauche et les syndicats sont étonnamment lents à monter la défense.

« Ich weiss nichts von einer Regierungsumbildung », prétendait Martine Deprez, il y a deux semaines dans le *Tageblatt*. Mais elle aurait, elle aussi, entendu des rumeurs avant les vacances d'été. Et de glisser, malicieusement : « Auch andere Namen sind gefallen ». Georges Mischo est l'autre maillon faible dans une équipe CSV, qui n'apparaît guère solide. (Alors que Mischo et Deprez s'enfoncent, Wilmes et Margue s'invisibilisent.) Le ministre du Travail vacille, l'OGBL et le LCGB tentent de lui administrer le coup de grâce politique. Début octobre, les deux syndicats ont envoyé une lettre cruelle à Luc Frieden. Sur quatre pages ils font l'inventaire des gaffes de Georges Mischo. Celui-ci aurait « prouvé à maintes reprises qu'il n'est pas à la hauteur de sa fonction » : « Il lui manque,

pour cela, autant la connaissance de la matière, les capacités pratiques ou le savoir-faire, que les qualités personnelles et comportementales. » Et de conclure qu'« il n'existe, de notre côté, plus la confiance nécessaire ». La lettre semble avoir fait son effet. Ce mardi, Georges Mischo s'est affiché très courtois, lors de sa réunion en bilatérale avec les syndicats. Il a poliment écouté les positions sur les heures de travail, préférant ne pas s'avancer sur le fond.

Luc Frieden veut enfin laisser derrière lui cette séquence amère. Le « CEO » avait surestimé ses propres capacités politiques et sous-estimé celle des syndicats. Il est sorti sérieusement amoché d'un conflit qu'il avait lui-même provoqué. Ce sont ses bourdes sur les pensions qui ont assuré le succès de la manif. Les deux premiers rounds sociaux qui ont suivi ont été un calvaire ; le Premier s'est retrouvé dépassé par la dynamique tripartite, Xavier Bettel reprenant par moments le contrôle de la situation. Après les vacances d'été, le troisième round s'est conclu sans accord, malgré une reculade généralisée du gouvernement. À la colère syndicale s'est ainsi ajoutée la déception patronale. Remplacer Georges Mischo par Marc Spautz aurait fait d'une pierre deux coups : neutraliser un adversaire interne et amadouer les syndicats. (Quitte à renforcer le chagrin patronal.) Mais les relations entre Spautz et Frieden sont tendues depuis 2012 au moins, lorsque le premier avait démonté le budget du second. Et le chef de fraction se plaît visiblement dans son rôle de dernier représentant de l'aile sociale.

Le moment actuel rappelle le trou d'air d'il y a dix ans exactement. Le 7 juin 2015, la coalition des quadras libéraux était assommée par le résultat du référendum. Contre toutes attentes, elle trouvera un second souffle. Les verts et les libéraux concentreront leur énergie sur deux projets emblématiques, deux « quick wins » : Le lancement du tram et la réforme du congé parental. Alors que le premier permit aux écolos de se présenter comme managers efficaces sous le slogan « Gréng wierkt », le second permit au DP de se profiler comme le nouveau champion des classes moyennes modernes. Quant à Pierre Gramegna, il renonça à sa « révolution copernicienne », l'objectif budgétaire passant de 0,5 pour cent de solde structurel à 0,5 pour cent de déficit. Au lieu de ficeler un autre paquet d'austérité, il pondit une réforme fiscale choyant l'électorat avec de généreux abattements. Quant à l'illusionniste socialiste Etienne Schneider, il sortit le *space mining* du chapeau en 2016. Un projet qui n'enthousiasma guère la base socialiste, pas plus que le « processus Rifkin » lancé à la rentrée 2015. Mais malgré le dévissage du LSAP, la coalition a tenu bon en 2018. Envers et contre tous les pronostics d'Ilres.

Dans certains ministères flotte toujours un parfum de Gambie. Lex Delles a laissé intacte l'équipe de Claude Turmes à l'Énergie. Yuriko Backes continue sur le tracé de François Bausch, avec quelques aménagements mineurs, comme l'arrêt du tram rapide devant le GridX. Max Hahn soigne l'image sociale-libérale du DP et peaufine son plan national contre la pauvreté. Claude Meisch cadenasse son héritage à l'Éducation. Quant à Xavier Bettel, il fait du Xavier Bettel.

[...]

[Suite de la page 3]

Une nouvelle édition de la coalition bleue-rouge-verte serait de nouveau possible. Du moins d'après les trois dernières « Sonndesfroen ». La dernière en date a été publiée début octobre : Elle enregistre une chute de 4,6 pour cent pour le CSV par rapport aux élections de 2023. Mais à trois ans du prochain scrutin, de tels sondages restent du domaine de la politique-fiction. D'autant plus que calculer une répartition des sièges relève de l'absurde, étant donné la loterie des *Reschtsëtz* (quatorze, en 2023) et le panachage. Mais si la tendance se confirmait, la nervosité monterait d'un cran parmi les élus CSV. Les perspectives pour 2028 s'assombriraient alors pour Luc Frieden et s'éclairciraient pour Gilles Roth.

C'est la question qui taraude le microcosme politique : Le Premier ministre se représentera-t-il en 2028, ou laissera-t-il la place à Gilles Roth ? (Aux prochaines législatives, le premier aura 65, le second 61 ans.) Un premier indice sera fourni en mars prochain, lorsque se tiendra le congrès du CSV à Ettelbruck. Celui-ci devra confirmer le conseil national, dont le président du parti, Luc Frieden. Dans un parti légitimiste comme le CSV, la question n'est pas de voter pour ou contre Luc Frieden (on vote pour le chef), mais si celui-ci voudra prolonger sa présidence. En off, certains estiment qu'il vaudrait mieux que le Premier ministre lâche sa double casquette. D'autres tirent un parallèle avec Xavier Bettel qui, après le référendum de juin 2015, avait laissé le DP à son amie d'enfance Corinne Cahen. Or, un tel retrait sera interprété comme un (autre) signe de faiblesse. Le cumul Friedenien est inédit dans l'histoire du CSV. Le Premier ministre l'avait justifié par l'impératif de la « cohérence » et de la « Geschlossenheit ». (Ce qui signifiait concrètement : réduire au minimum les débats et les dissensions.) En mars 2024, les délégués avaient entériné cette intégration verticale à la quasi-unanimité ; seulement quinze personnes avaient coché la case « non ». Peu avant le congrès, un autre nom était brièvement apparu en public comme candidat potentiel : Gilles Roth. Interrogé, celui-ci assurait qu'il cédait évidemment la priorité au Premier ministre. En occupant ce poste-clef, Luc Frieden espérait se garder les coudées franches pour 2028.

« Vive de Grand-Duc, a vive onse Luc ! », c'est par cette devise, mi-ironique mi-flagorneuse, que Gilles Roth concluait ses interventions durant la campagne 2023. Il se retrouve aujourd'hui en position de prétendant. Le

dernier en date d'une longue lignée de ministres des Finances (Pierre Werner, Jacques Santer, Jean-Claude Juncker, Luc Frieden) attendant leur tour. Mais aux moments cruciaux, Gilles Roth a souvent hésité. En 2019, il ne s'était pas porté candidat à la présidence du parti, laissant Serge Wilmes et Frank Engel se déchirer. En 2023, il n'avait pas levé le doigt pour le poste de *Spëtzekandidat*, se contentant de la circonscription Sud.

Amis comme adversaires reconnaissent la détermination politique et la finesse tactique de Gilles Roth. L'ancien haut fonctionnaire aux Finances a l'avantage de réunir les qualités de technicien et de politicien. Rue de la Congrégation, il s'est entouré de quelques fidèles. Dans le secrétariat général du ministère, on retrouve le loyal lieutenant, Luc Feller, son successeur à la mairie de Mamer et membre du Conseil d'État, ainsi que le juriste Jean-Claude Neu, issu de la fraction CSV. Côté communication, Roth a recruté le président du CSJ, Metty Steinmetz, ainsi qu'Ady Richard, de la vieille garde junkérienne. Sur la forme, Roth marque sa différence avec le Premier ministre. Pour l'individualisation des impôts, il a consulté très tôt et très largement les syndicats et la société civile. Au Parlement, il est en mode drague permanente, soignant ses relations avec les partis de l'opposition, et surtout avec le LSAP qui, en absence d'une direction ou d'une stratégie, voit en lui un ticket pour son retour au gouvernement.

Gilles Roth soigne sa gauche, jurant haut et fort qu'il ne touchera pas aux prestations sociales. Il prépare un cadeau de presque un milliard d'euros pour les électeurs. Comme maire, il avait cumulé les dettes, au point de faire de Mamer la commune la plus endettée du pays. Comme ministre, il revendique un rôle « volontariste ». Sa nouvelle *catchphrase* : « Je suis ministre des Finances, pas comptable ». Le ministre Gilles Roth s'est libéré de l'orthodoxie budgétaire que prêchait le député d'opposition Gilles Roth. Un rôle repris par Sam Tanson (Déi Gréng) qui loue aujourd'hui les vertus du « *Apel fir den Duuscht* ». Depuis la tribune parlementaire, elle a ainsi pointé que ni les futures dépenses militaires ni le déchet fiscal occasionné par l'individualisation n'apparaissent dans le dernier budget pluriannuel : « Ce n'est pas sérieux ».

Mais Gilles Roth aborde le budget par le prisme électoral. Son focus, c'est 2028. C'est à partir du 1^{er} janvier de ce *Waljoer* que sa réforme fiscale devrait s'appliquer. Le timing est calibré avec précision. Le projet de loi devrait être

« Il lui manque, pour cela, autant la connaissance de la matière, les capacités pratiques ou le savoir-faire, que les qualités personnelles et comportementales »

Lettre de l'Union des syndicats à Luc Frieden critiquant Georges Mischo, 9 octobre 2025

déposé d'ici la fin de l'année. (Ce qui coïnciderait avec la présentation d'un autre magnum opus d'une autre tête de liste de la circonscription Sud : Le plan d'action national contre la pauvreté du libéral Max Hahn.) Gilles Roth promet de réaliser la promesse non-tenue de Pierre Gramegna : Une classe d'impôt pour tout le monde, mariés ou divorcés, pacsés ou célibataires. Puisque personne ne doit perdre, l'État paiera l'ardoise : 900 millions d'euros de déchet fiscal annuel, dont environ la moitié devrait être neutralisée par la progression à froid. Pour contenter tout le monde, Roth aura recours à des acrobaties juridiques. Certains couples devraient ainsi bénéficier d'une période transitoire de vingt ans. Voilà qui pourrait faire grincer des dents au Conseil d'État. Mais le défi politique est de ne pas ouvrir une brèche qui permettra à l'ADR de revendiquer le rôle de dernier défenseur de la famille.

Une telle réforme fiscale, il vaut mieux la faire par beau temps. Or, la situation économique est maussade, la croissance de l'emploi amorphe. Mais la dette ne fait plus scandale et le déficit structurel est en train de se normaliser. Il fallait sans doute un politicien CSV pour assumer pleinement ce changement de paradigme. Le totem des trente pour cent d'endettement ? Ce n'est « pas une ligne rouge », expliquait le ministre des Finances à *Virgule.fr*. « Il ne figure pas dans notre programme gouvernemental ». Et de rassurer : « Ce n'est pas parce que nous franchirions temporairement cette barre que les agences nous rétrograderaient automatiquement ». Luc Frieden suit le mouvement. Il faudrait passer par la case emprunts, « quitte à ce que cela ne corresponde pas à ce que j'aime ». ●



Avril 2025 : Piquet de protestation syndical pour les ouvriers de Liberty Steel. À droite, le ministre du Travail, Georges Mischo (CSV)

Verpasste Chance

IIII Claire Meyers

Es gibt in Zukunft mehr Geld für Student/innen. Allerdings nur, wenn sie im Ausland wohnen

Es ist Freitagmorgen und die Verfasserin dieser Zeilen wartet mit einigen weiteren Journalist/innen im Eingangsbereich des Ministeriums für Forschung und Hochschulwesen. Um zehn Uhr soll die Pressekonferenz zur angekündigten Reform der staatlichen Beihilfe für Student/innen, die AideFi, beginnen. Pünktlich auf die Minute kommt CSV-Ministerin Stéphanie Ober-tin in den Raum und beginnt nach einer kurzen Begrüßung mit der Tagesordnung. Zuerst wer-den die Daten zum Hochschulwesen 2024/2025 präsentiert, dann geht die Ministerin auf die Reform ein. Ziel sei es, die Beihilfe für Student/innen an die „sozialen und wirtschaftlichen Realitäten“ anzupassen.

Nach einem ersten Blick in das anfangs aus-geteilte Informationsheftchen wird klar: Ums Grundsätzliche geht es heute nicht. Die Reform beinhaltet finanzielle Anpassungen und for-male Nachbesserungen einzelner Statute, die voraussichtlich ab 2026/2027 gelten sollen: Der Index wird halbjährig angepasst werden, für abgeschlossene Ausbildungen gibt es eine Einmalzahlung von 250 Euro, das Mobilitäts-stipendium wird um 158 pro Jahr angehoben, der Zinssatz für den Darlehen von zwei auf 1,8 Prozent. Zusätzlich wurde das Statut der Teilzeitstudenten klargestellt und Doktorant/innen sollen zukünftig nicht mehr über die AideFi finanziert werden, sondern durch Bei-hilfen des Fonds national de la recherche (FNR).

Die Reform ist in enger Zusammenarbeit mit der Studentenvertretung Acel entstanden. Im Oktober 2024 stellte sie zusammen mit Ober-tin eine *déclaration d'intentions* vor, die bereits einen Großteil der an diesem Freitag vorge-stellten Änderungen beinhaltete. Laurent Schengen, zuständig für die Repräsentation der Acel, erläutert um Gespräch mit dem Land, sie seien „sehr zufrieden mit der Zu-sammenarbeit sowie der Reform“. Auf die Nachfrage, ob es Baustellen gibt, die die Re-form noch nicht angeht, erläutert er, man sei sich bewusst, dass das Mobilitätsstipendium in Teilen „unfair“ sei. „Wir finden diesen Um-stand nicht gut und das Ministerium sieht das genauso“, betont der Student. „Trotzdem wis-sen weder sie noch wir, wie man die Hilfe anpassen kann, ohne mehr Student/innen zu benachteiligen als es bisher der Fall ist“, räumt er ein. Ende September beklagte Amir Vesa-li, parlamentarischer Mitarbeiter der LSAP, unter anderem diesen Umstand in einem Gastbeitrag zur Reform der staatliche Beihil-fen im *Luxemburger Wort*.

Das Mobilitätsstipendium von 1 566 Euro pro Semester erhält man, wenn man mindestens für zwei Monate pro Semester eine Wohnung im Ausland mietet. Student/innen, die inner-halb der luxemburgischen Grenzen mieten oder in Wohnheimen leben, weil sie zu weit weg vom Campus in Belval wohnen und das



Aula in Belval

Sven Becker

Studienhilfe

Die luxemburgische Studienbeihilfe AideFi, früher Cedies, besteht prinzipiell aus vier Bausteinen: Das Basis-, das Sozial-, das Mobilitäts- und das Familienstipendium. Hinzu kommt die Möglichkeit, einen Darlehen mit gedeckeltem Zinssatz anzufragen. Das Basisstipendium erhalten alle förderfähigen Student/innen. Ob man das Sozialstipendium beziehen kann, hängt vom Gesamt-Verdienst des Haushaltes ab, in dem man angemeldet ist. Studiert man im Ausland, erhält man zusätzlich das Mobilitätsstipendium; das

Familienstipendium bekommt man, wenn mehr als ein Kind aus dem gleichen Haushalt ein Studium absolviert. Auch die Kinder von Grenzgänger haben unter bestimmten Bedingungen Recht auf die Stipendien. Über die letzten 25 Jahre wurde die Beihilfe mit dem Ziel ausgebaut, allen Luxemburger/innen die Chance auf ein Studium zu gewähren, unabhängig von ihrer sozialen Situation. Der Ausbau schlägt sich in den staatlichen Ausgaben für die Beihilfen nieder: Im akademischen Jahr 2000/2001 lag der Betrag noch bei rund 5,9 Millionen Euro, für das Jahr 2024/2025 bei 180,8 Millionen Euro.

tägliche Pendeln vom Elternhaus zu viel Zeit und Nerven in Anspruch nimmt, erhalten weiterhin nur das Basisstipendium von 1 258 Euro pro Semester. Pro Monat sind das 209 Euro. Auf die Frage, ob die besagten Student/innen der Uni Luxemburg dadurch benach-teiligt werden, antwortete die Ministerin, man habe diesen Aspekt „bewusst nicht miteinbe-zogen“ und versuche „in Zusammenarbeit mit Wohnheimen eine Lösung für betroffene Stu-dent/innen zu finden“. Das Mobilitätsstipen-dium sei dazu gedacht, „gezielt Student/innen im Ausland zu unterstützen“.

Dass es einen Großteil der luxemburgischen Studentenschaft zum Studieren ins Ausland zieht, war schon immer so. Seitdem die Uni Luxemburg weiter ausgebaut und das Studien-angebot attraktiver geworden ist, entscheiden sich jedoch zunehmend mehr junge Menschen für ein Studium in ihrem Heimatland. Von den akademischen Jahren 2020/2021 auf 2024/2025 ist die Zahl der luxemburgischen Student/innen an der Uni Luxemburg um 440 gestiegen, ein Anstieg von 11,6 Prozent. In dem Sinne ist die Hilfe nicht mehr zeitgemäß: An-statt die Universität Luxemburg attraktiver zu machen, besteht weiterhin ein Anreiz ins Aus-land zu gehen.

Amélie hat für ein Jahr Medizin an der Univer-sität Luxemburg studiert und kommt aus der Nähe von Troisvierges. „Für mich war zuhause wohnen keine Option. Das Pendeln hätte zu viel Zeit eingenommen, in der ich nicht lernen kann“, erzählt sie im Gespräch mit dem *Land*. Sie habe einen Wohnheimplatz gefunden, „ohne die fi-nanzielle Unterstützung meiner Eltern wäre das aber nicht möglich gewesen“, betont sie. Für ihr zweites Jahr ist sie nach Brüssel gewechselt, hauptsächlich wegen des Studienangebots. Die Tatsache, dass sie im Ausland das Mobilitätsti-pendium bekommt, ohne weiter weg von zu-hause zu leben, hat sie in dieser Entscheidung bekräftigt, es war ein „Bonus“. „Ich fand es schon unfair zu sehen, wie meine Kommilitonen aus dem Süden von Luxemburg, die zuhause gewohnt haben, das Basisstipendium als Taschengeld hatten, während ich damit Miete und Essen gezahlt habe“, erklärt die 20-Jährige.

Will man den Standpunkt der Universität Lux-emburg für luxemburgische Student/innen attraktiv halten, wird man sich früher oder später an eine grundsätzliche Reform der Bei-hilfen trauen müssen. Denn der Platz in einem Wohnheim, der Obertin als Alternative ange-deutet hat, ist die eine Sache, das Finanzieren dessen die andere. ●

B L O G



P O L I T I K

Édition historique

La Chambre des députés a testé ces derniers jours son prototype de registre de transparence. Le premier digne de ce nom. Pour la première fois dans son histoire, le législateur informe ses électeurs des entretiens qu’il a menés avec des intérêts tiers. Cet enregistrement de la date, du lieu et de l’objet de la rencontre est devenu obligatoire depuis mi-septembre. Les députés contributeurs appliquent une vision extensive du registre car ils notent même les rendez-vous où

l’interlocuteur ne vise pas une législation en particulier (ce qui est la compréhension minimaliste du ministère d’État par exemple). Ricardo Marques (CSV) informe ainsi avoir, le 15 septembre, rencontré Sam Houblie, militant de l’inclusion professionnelle. « Une rencontre inspirante (...) pour favoriser l’emploi des personnes en situation de handicap », écrit le député. Le 18 septembre, le président Claude Wiseler (CSV) et Gusty Graas (DP) ont accueilli des représentants de MSF dénonçant la situation humanitaire à Gaza et la colonisation en Cisjordanie. L’ADR et les Piraten n’ont pas publié d’entrevue dans ce registre mis à jour tous les après-midis sous forme de pdf. Mais pas pour longtemps, répond la Chambre au *Land* : l’utilisateur pourra dès la semaine prochaine consulter un registre digitalisé « dynamique » (photo : sb). [PSO](#)

Emplettes

Le comité d’acquisition du ministère des Finances est à pied d’œuvre pour répondre aux besoins du gouvernement. Sollicités par le ministère des Travaux publics, les services de Gilles Roth (CSV) planchent sur la reprise du Freeport. « Nous sommes très proches d’un accord », informe le secrétaire général et directeur du Trésor, Bob Kieffer ce jeudi face au *Land*. Reste « comme inconnue dans l’équation » ce qu’il adviendra des prestataires œuvrant aujourd’hui dans cet entrepôt ultra-sécurisé en bordure d’aéroport. Celui-ci gardera sa vocation initiale de zone de stockage en suspension de TVA (et ne sera pas destiné à l’industrie militaire). Le montant de l’acquisition resterait en dessous du plancher nécessaire à l’élaboration d’une loi de financement, à savoir 67 millions d’euros. Un accord de principe est en outre scellé pour l’acquisition par l’État du site de Liberty Steel à Dudelange.



La demande avait été formulée par le ministère de l’Économie, mais elle pourrait servir à y établir un hub pour les entreprises de la défense, une demande formulée par le lobby du jeune complexe militaro-industriel local (qui avait initialement pensé au Freeport). Là, le prix serait « bien en-dessous » du plancher requérant une procédure législative (photo : sb). [PSO](#)

Erstmal vorsichtig

Die *Sozialronn* vom 14. Juli hatte die Arbeitsorganisation ins Ständige Beschäftigungs-Komitee CPTÉ verlagert. Die Gewerkschafts-Union aus OGBL und LCGB nach der ohne Abkommen zu Ende gegangenen *Sozialronn* vom 3. September entschieden, dem CPTÉ fernzubleiben und nur Bipartite-Gespräche zu akzeptieren. Vorsichtig äußerten sich deshalb Nora Back und Patrick Dury nach der ersten Bipartite mit CSV-Arbeitsminister Georges Mischo am Dienstag: Für eine Einschätzung sei es

noch zu früh, im Januar fänden weitere Treffen statt. Akzeptiert würden aber keine „Verschlechterungen“. Dagegen sagte UEL-Präsident Michel Reckinger, die „Flexibilität“, die den Beschäftigten durch mehr Urlaub oder kürzere Arbeitszeiten zugestanden wurden, müssten nun den Betrieben gewährt werden. Dass darin der Keim für einen neuen Konflikt liegt, wollte niemand laut sagen. [PF](#)

Coalition signée

Comme l’avait écrit le *Land* la semaine dernière, le DP, le LSAP et les Verts de Contern se sont rassemblés sur un programme commun. L’accord de coalition a été signé mercredi soir. Ils disposent d’un siège de plus que le CSV, qui perdra donc la commune au plus tard lors du vote du budget, en novembre. À moins que le dernier membre du collège échevinal encore en place, le chrétien-social Yves Loose, ne le fasse avant. Le bourgmestre sera le libéral Dali Zhu, ses échevins Pol Thomé (LSAP) et Ari Arrendorff (Déi Gréng). [EN](#)

W O H N U N G S B A U

À la cave

Le ministère du Logement a annoncé lundi avoir acheté les Caves du Sud, à Remerschen, pour 8,5 millions d’euros. Cet investissement s’inscrit dans le cadre du programme de rachat de Vefa. La SNHBM va se charger de transformer ce bâtiment classé en une

résidence de 45 logements abordables. Le site appartenait à Vinsmoselle, qui poursuit sa restructuration en cédant les immeubles dont elle n’a plus besoin. Le prochain bien vendu sera très probablement la cave de Greiveldange, qu’elle loue actuellement à plusieurs entreprises. Des discussions sont menées avec la commune de Stadtbredimus (dont fait partie Greiveldange). [EN](#)

W I R T S C H A F T

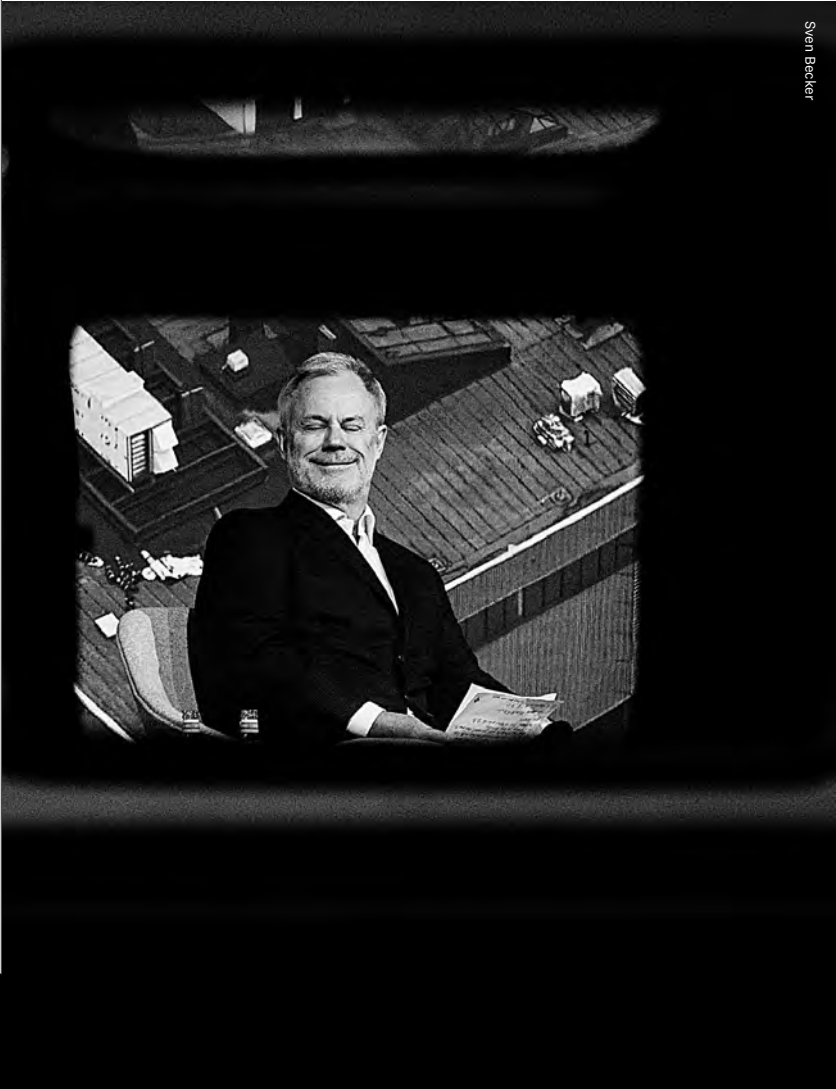
Cinq millions de dividendes

Beta Aquarii, la boîte de consultance montée par l’ex-ministre Etienne Schneider (LSAP), continue d’afficher des résultats insolents : 5,87 millions d’euros en 2024, selon le bilan déposé fin juillet au Registre de commerce. Pas mal du tout pour une micro-entreprise qui compte deux personnes temps plein. L’année dernière, Beta Aquarii a facturé pour 7,68 millions d’euros de « prestations de services ». Cinq millions d’euros ont été versés en dividendes à l’actionnaire unique, Etienne Schneider. En novembre 2023, *Reporter* avait révélé que celui-ci conseillait deux oligarques russes, sanctionnés au Royaume-Uni (mais non en UE). Selon les informations du *Land*, Huawei figure également parmi les clients de l’ancien ministre de l’Économie. En mai, celui-ci expliquait avoir conseillé la multinationale chinoise « sur différents sujets géostratégiques ». [BT](#)

GridX – Antennes

Voilà qui devrait drainer du monder vers le GridX : Le Centre hospitalier Emile Mayrisch (Chem) est en train de réfléchir à installer une antenne de radiologie dans le mégaprojet de la famille Giorgetti à Wickrange. Cela faisait un moment que le Chem cherchait un emplacement : « On a vu une opportunité », dit le directeur général du Chem, René Metz, au *Land*. Pour aussitôt rappeler qu’on n’en serait qu’à la phase de « l’étude de faisabilité » et de « l’analyse préliminaire » : « Cela devrait se décider dans les deux ou trois prochains mois ». René Metz tente de rassurer : Une telle antenne n’aurait « pas d’impact » sur les hôpitaux de Niederkorn, de Dudelange et d’Esch, qui forment le Chem. Outre des services de radiologie, on pourrait « peut-être » prévoir l’une ou l’autre salle de consultation au GridX. Christian Weis (CSV), président du Chem et maire d’Esch, reste très prudent : « Je ne suis pas d’avis qu’il faille créer une antenne par principe, juste pour avoir une antenne », préface-t-il sa réponse. Le GridX serait « une piste », mais « pas la seule » : « Ech loosse mech gären iwwerzeegen, datt mär hei eng Plus-Vlaue fir de Patient géinge schafen ».

Le ministère de l’Éducation a déjà installé une antenne au GridX. En attendant que le château de Sanem soit rénové, la grande boîte à Wickrange accueillera les élèves sudistes de l’École hôtelière. Ceci pour un loyer annuel de 1,6 million d’euros. (Les cuisines professionnelles et le restaurant d’application, tous les deux provisoires, coûtent 28 millions d’euros.) Ce lundi dans le *Tageblatt*, le maire de Reckange-sur-Mess, Carlo Muller, chante les louanges de GridX : « Nous avons adapté les volumes autorisés, pour que l’hôtel puisse avoir un étage de plus ». Face au *Land*, il relativise, évoquant un « Feinschliff » du PAP en cours de route : « Dat war keng grouss Saach ». Vis-à-vis du *Tageblatt*, Carlo Muller (encarté LSAP) se montre surtout reconnaissant : « Sans GridX, nous n’aurions pas eu d’arrêt de tram ». En dessous de celui-ci : un pôle d’échange, drainant les bus RGTR de la région. Décidément, cela devient une mode. Le *shopping mall* de Flavio Becca sur le Ban de Gasperich présente la même configuration que celui qu’adopte désormais Marc Giorgetti à Wickrange. Un centre commercial doté d’une antenne de radiologie (Hôpitaux Robert Schuman sur la Cloche d’Or) et d’un arrêt de tram. [BT](#)



Sven Becker



Xavier Bettel
et Benjamin
Netanyahu le
12 septembre 2016
à Jérusalem

L’option espion

IIII Pierre Sorlut

Burner phones, detox, research security, best practices, due diligence: un nouveau lexique pour préserver l’ordre public et la sécurité nationale

Le 12 septembre 2016, un Premier ministre luxembourgeois réalise pour la première fois une visite officielle en Israël. Xavier Bettel (DP) et ses collaborateurs se présentent à Jérusalem dans les bureaux du chef du gouvernement israélien, Benyamin Netanyahu. Le Premier ministre Bettel offre deux *Péckvillercher* à son homologue en guise de cadeau protocolaire. Les agents de sécurité israéliens demandent aux Luxembourgeois de remettre leurs téléphones portables avant d’entrer dans la salle où se tiendra la réunion pour s’assurer qu’elle ne soit pas enregistrée. À la sortie, les fonctionnaires du ministère d’État se rendent compte de la boulette. Ils informent le CTIE (Centre des technologies de l’information de l’État) que les appareils ont été laissés sans surveillance. Un émissaire récupère les téléphones à la sortie de l’avion au Findel. Il en remet une partie aux Services de renseignement (SRE) pour analyse. Tous seront mis hors-circuit. Ce lundi, une source au CTIE informe le *Land* que les services gouvernementaux israéliens étaient alors (en 2016) tout à fait (techniquement) capables « d’ouvrir les téléphones en une heure », durée durant laquelle ils ont été laissés sans surveillance. Le SRE refuse, lui, de répondre à la question de la présence, ou non, de logiciel espion sur les appareils rendus par les Israéliens aux membres de la délégation luxembourgeoise. Le service dépendant du ministère d’État se contente d’une réponse sybilline à nos interrogations : « Le dispositif de sécurité en amont et en aval de visites de délégations officielles à l’étranger n’est pas publié. »

Les procédures ont été codifiées depuis l’incident de Jérusalem. Le 2 juin 2017, le Conseil de gouvernement a validé la première charte de bonne conduite en matière de sécurité de l’information numérique. Dans ce document de onze pages (19 dans sa version actuelle datant de juillet 2023) réalisé par l’Agence nationale de la sécurité des systèmes d’information (Anssi), il est notamment demandé à l’utilisateur parti à l’étranger de signaler à son retour « si le matériel a été inspecté par les autorités locales ou s’il a été branché à des réseaux peu fiables ». Dans les réponses à deux questions parlementaires (en 2021 et 2024), l’on apprend en outre que les communications entre les outils (téléphones et tablettes) fournis par le CTIE et les

infrastructures informatiques de l’État sont gérées via l’infrastructure centrale de gestion (MDM). Le niveau de sécurité est adapté selon la situation. Les informations sont chiffrées et liées à une authentification de l’utilisateur. Encore faut-il que l’utilisateur applique les consignes... notamment le bon usage des messageries téléphoniques. Luxchat4Gov est préconisé au Luxembourg. Mais Whatsapp, Signal ou Telegram sont-elles adaptées pour s’adresser aux homologues étrangers ? Une source ministérielle ajoute que des « burner phones » sont fournis aux membres des délégations en voyage dans les pays jugés à risque par les participants. Pour éviter de permettre l’accès aux informations stockées sur le téléphone ou, pire, aux serveurs du gouvernement.

La Chambre des députés a adopté une procédure similaire en 2022. « Quand les députés voyagent dans des régions ou pays sensibles, ils n’utilisent pas leur matériel habituel. Ils reçoivent des téléphones portables et, au besoin, des Ipads, qui ne servent que pour ces déplacements. La même règle de conduite vaut pour les agents de l’administration qui les accompagnent », communiquent les relations presse du Parlement. De retour de Chine où il a séjourné la semaine passée pour une mission parlementaire, Franz Fayot (LSAP) confirme au *Land* le caractère rudimentaire du téléphone qui lui a été donné. « Pas d’application. On peut à peine appeler. J’ai un peu vécu la mission comme une cure de detox », plaisante le socialiste.

Big Gun

Des membres de la commission de l’environnement de la Chambre ont été invités dans le cadre d’une « offensive de charme » menée par la Chine auprès de différentes institutions européennes. « Nous ne sommes pas naïfs, mais nous avons quand même pu voir ce qui se fait là-bas en matière environnementale, avec des installations impressionnantes », témoigne Franz Fayot. Ce dernier relève l’antinomie entre un modèle économique consumériste et l’objectif de décarbonation. Les parlementaires ont été reçus à Pékin par des

Le Luxembourg est-il le maillon faible de la protection des informations sensibles dans la compétition entre les États-Unis et la Chine ?

hauts dignitaires nationaux, notamment la vice-ministre des Affaires étrangères et responsable des relations avec l’UE, Hua Chunying. Signe du sérieux donné par le gouvernement de l’Empire du milieu aux représentants du peuple luxembourgeois alors que les visions stratégiques de l’UE et des États-Unis divergent. Les Luxembourgeois seraient perçus « comme des petits frères », des mots de l’ambassadeur sur place repris par Franz Fayot qui relève la « bienveillance » chinoise à l’égard du Grand-Duché. Elle se traduit notamment par la présence des sièges européens de sept banques chinoises et de capitaux chinois dans des entreprises stratégiques (Encevo, Cargolux ou BIL).

Franz Fayot était aux premières loges au moment du basculement géostratégique international, quand le Luxembourg n’a plus pu impunément entretenir, à équidistance, ses relations avec la Chine et les États-Unis. Il se souvient de son *call* en 2020 avec le sous-secrétaire d’État à la croissance économique, Keith Krach, qui lui demandait de revenir sur la mise à contribution du groupe chinois Huawei dans l’installation du réseau 5G luxembourgeois. Alors qu’il lui demandait des éléments factuels pour étayer son volte-face dans ce dossier bien avancé avec les Chinois, le ministère de l’Économie s’est vu répondre par le représentant de Donald Trump : « I think we’re done talking ».

[...]



Barbara Agostino, Gusty Graas (DP), Franz Fayot (LSAP) à Pékin, reçus par le vice-président du comité permanent de l'Assemblée nationale populaire, Ding Zhongli

[Suite de la page 7]

En 2021, lors d'une conférence organisée par l'Institut Grand-Ducal, le géopolitologue François Heisbourg confiait que le Grand-Duché ne pesait pas bien lourd dans l'échange d'informations stratégiques dans la communauté des services secrets : « Personne ne comptait sur le Luxembourg pour des renseignements. Et je ne suis pas sûr qu'on lui en confiait beaucoup par ailleurs. » Le Franco-Luxembourgeois ajoutait que le Grand-Duché avait néanmoins tout intérêt à travailler son renseignement économique, si d'aventure une entreprise pouvait « affecter l'image et les intérêts économiques du pays » (*d'Land*, 24.09.21). Une cellule de sécurité économique était alors montée par Frank Reimen au Forum Royal. Au même moment, dans le sillon de l'UE, Jean Asselborn (LSAP) déposait le projet de loi sur le filtrage national des investissements étrangers « susceptibles de porter atteinte à la sécurité ou à l'ordre public » (voté en juin 2023).

The New Balance of Terror

En janvier 2023, le ministre de l'Économie s'est fait bien voir par l'Oncle Sam (sous Joe Biden) lorsqu'il a montré la porte de sortie à la société Spacety Europe. Cette entité luxembourgeoise appartenant au groupe chinois (Changsha) venait tout juste d'être sanctionnée par les États-Unis. Ces derniers accusaient Spacety d'avoir fourni des images satellites de l'Ukraine à l'armée russe. L'entreprise basée au Luxembourg s'en était défendu, disant respecter les réglementations américaines et européennes : « Our products and services are all used for civil and commercial purposes and do not involve any military use », était-il notamment écrit dans le communiqué envoyé le 29 janvier. Un an plus tôt, en 2022, Spacety avait signé un partenariat avec l'Université du Luxembourg et son centre interdisciplinaire « Security, Reliability and Trust ». Un an plus tard, Spacety faisait faillite. Au même moment, le SRE écrivait dans son rapport d'activité 2022 : « Au Luxembourg, il existe au sein de l'Université et des instituts de recherche certains domaines sensibles en termes de prolifération. Dans ce cadre, le SRE est un interlocuteur des acteurs concernés. » Selon le narratif

officiel, les renseignements luxembourgeois ont été créés dans les années 1960 en marge de l'adhésion du Luxembourg à l'Otan dans un contexte d'équilibre de la terreur pour s'assurer de la fiabilité des agents associés aux enjeux de sécurité nationale. Depuis les années 2010, le SRE contrôle en sus la destination des biens et services produits au Grand-Duché.

Le Luxembourg a une place financière « démesurée » par rapport au nombre d'habitants. L'opérateur systémique Post a récemment été victime d'une attaque cyber à cause d'éléments Huawei vulnérables. Et il est de plus en plus question de défense... Est-ce que le Luxembourg est un maillon faible dans la chaîne économique internationale ? Le 12 juin, lors de l'audition de l'ambassadrice nommée pour le Luxembourg, Stacey Feinberg, devant le Sénat américain, on passe pour des « bisounours ignorants », répond Franz Fayot face au *Land* cette semaine. « Je ne crois pas qu'ils comprennent vraiment ce qui se passe et j'aimerais humblement les éduquer », avait dit la femme d'affaires et néo-diplomate aux sénateurs. Stacey Feinberg, qui a pris ses fonctions ce mercredi à Luxembourg, avait notamment visé l'espionnage chinois via l'institut Confucius, qui bénéficie d'un partenariat avec l'Uni.lu depuis 2018, et l'association des étudiants chinois : « Ils forment des espions qui ramènent la propriété intellectuelle en Chine. »

Lundi, un expert américain en *Research Security* a été présenté par l'ambassade à des représentants du ministère des Affaires étrangères, du Fonds national de la recherche et de l'Université. Le chercheur et analyste en sécurité, est venu en marge d'une conférence à Bruxelles. La diplomatie américaine souhaite son nom, mais il aurait participé ces dix dernières années à la prise en compte, dans le monde occidental, des problématiques de sécurité dans la recherche. « On ne doit pas laisser accéder ses ennemis à des connaissances vitales pour nos pays dans les années à venir », avance-t-il dans un entretien avec le *Land*. Il prône une « approche sur les risques » et un processus de *due diligence* dans le cadre des coopérations universitaires internationales (notamment pour savoir qui finance). L'expert signale en outre que ces « ennemis » (il préfère ne pas identifier le pays ou la région d'origine) passent par de petites universités ou de petits pays pour accéder à des champs de connaissances plus grand, éventuellement américains. Par exemple, si des axes de collaborations sont ouverts entre les États-Unis et le Luxembourg. Mais pas question de faire la leçon, prétend-il. Juste partager les « best practices » et « apprendre comment les choses sont faites ici », explique-t-il dans des locaux de l'ambassade au Forum royal (le même bâtiment que le ministère de l'Économie), sous les portraits officiels de Donald Trump, J.D. Vance et Marco Rubio. Accrochés au mur également, des cadres et maquettes en souvenir des glorieux programmes spatiaux américains. L'opérateur satellites luxembourgeois, SES, finance une chaire de recherche à l'Université de Luxembourg, coopère régulièrement avec la Nasa, réalise une partie déter-

minante de son chiffre d'affaires aux États-Unis et offre des capacités satellitaires à l'Otan.

« Vulnérabilités incompatibles »

« Is Luxembourg the weak link in EU and Nato security ? », avait déjà interrogé *The EU Observer* en novembre 2023. Avec sa réforme de 2016, dans le sillon du scandale qui avait fait chuter le gouvernement Juncker, le SRE a perdu l'accès aux dossiers (la partie documentaire) des personnes fichées par la police. Mais en cherchant à limiter les pouvoirs d'enquête du service de renseignement, le législateur aurait nui à sa capacité à bien identifier les risques dans les dossiers d'habilitations sécurité dont le SRE a la charge via l'Autorité nationale de sécurité (ANS), selon un représentant du personnel. Après avoir souligné le problème (en vain) au niveau national pendant six ans, ce dernier avait cru bon, en 2022, de lancer l'alerte auprès de la contrepartie lettone du SRE.

Entretemps, le législateur luxembourgeois a fini par lui donner raison dans ses discussions sur le projet de loi réformant l'ANS, déposé en 2016 par Xavier Bettel. « Les enquêteurs ont en effet besoin de recueillir les informations contenues dans les rapports et procès-verbaux du fichier central ou ceux disponibles auprès du Procureur d'État pour s'assurer que, même en l'absence de condamnation pénale, la personne faisant l'objet d'une enquête ne présente pas des vulnérabilités incompatibles avec l'accès à des pièces classifiées », écrit le rapporteur Guy Arendt (DP) en 2023. La même année, *Reporter* cite un responsable des services secrets belges : « Wenn Luxemburg diese Mindeststandards nicht erfüllt, kann das schwerwiegende Konsequenzen für den Geheimdienst haben. Dann würde Luxemburg keine Informationen mehr von ausländischen Diensten erhalten. »

Mais, en janvier 2024, le nouveau Premier ministre Luc Frieden (CSV) explique que l'Otan ne reproche rien au Luxembourg en la matière (*d'Land*, 9.2.2024). Deux mois plus tard, il promet un nouveau projet de loi pour remplacer celui déposé par son prédécesseur... mais rien ne vient. Depuis, le représentant du personnel du SRE a été viré. Il a contesté son licenciement devant le tribunal administratif et a été débouté. Mais l'administration judiciaire refuse de communiquer la décision à la presse « sur base de la protection des données et du secret défense ». L'affaire en appel devait être plaidée le 21 octobre. Les plaidoiries ont été repoussées *sine die*, l'administration demandant le huis clos. Ce que conteste le représentant du personnel. Le motif de sécurité nationale obstrue la publicité de la justice, fondement démocratique. Voilà qu'il menace de ronger la liberté de la presse. La future Autorité luxembourgeoise indépendante des médias pourra retirer du contenu médiatique qui mettrait « en péril la sécurité nationale ou l'ordre public ». ●

*Du laxisme au zèle
sécuritaire, le Luxembourg
cherche son point d'équilibre*

Täter-Opfer

IIII Sarah Pepin

Auf eine Anfrage des Abgeordneten David Wagner (Linke) arbeitete die *cellule scientifique* des Parlaments ein 63-seitiges Dokument zum Mobbing in der Schule aus. Die Arbeit bezieht sich auf die rezentesten Daten, die es zum Thema gibt: die Studie Health behaviour in school aged children, ebenso wie Teile der Pisa-Studie. Die Datenlage bis 2022 zeigt wenig überraschend, dass schulische, psychische und körperliche Beeinträchtigungen das Risiko, Opfer von Mobbing zu werden, erhöhen. Dabei können solche Erfahrungen in der Kindheit langwierige Konsequenzen haben: Sie erhöhen das Risiko im Erwachsenenalter Depressionen, Angstzustände und Suchterkrankungen zu erleiden.

Luxemburg schneidet im internationalen Vergleich durchschnittlich ab. In Frankreich ist das Phänomen weniger ausgeprägt, in Deutschland etwas stärker. Dabei sind die Unterschiede zwischen den Lyzeen hierzulande eindrucklich: 21 Prozent der jüngeren Schüler/innen des Préparatoire sind von Cybermobbing betroffen, fast doppelt so viele wie für die gleiche Altersklasse im Classique (zwölf Prozent). Die Verlagerung des Mobblings ins Internet ist ab 2018 belegt. Während das *real-life*-Mobbing in Luxemburg abnimmt, nimmt Cybermobbing zu.

Die *cellule scientifique* weist darauf hin, dass es für Kinder unter elf Jahren gänzlich

an Daten fehlt. Das lässt sich auch darauf zurückführen, dass es im Fondamental keinen Sepas (Service psychosocial et d'accompagnement scolaire) gibt. Der Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher (Okaju) hatte 2024 in seinem Bericht darauf hingewiesen, dass eine Implementierung in der Grundschule vonnöten sei. Das schwarz-blaue Koalitionsabkommen formuliert dazu nichts Konkretes, außer, das Wohlbefinden in der Schule steigern zu wollen.

Der Geschlechtsunterschied ist ebenso greifbar. „En effet, la masculinité hégémonique, qui valorise la répression des émotions, l'agressivité, la compétitivité et le pouvoir, favorise les comportements de harcèlement physique. Les garçons ont souvent recours à la violence physique pour affirmer leur masculinité et éviter de paraître faibles, tandis que les filles ont tendance à recourir à des formes d'exclusion sociale pour conserver leur statut au sein d'un groupe“, heißt es im Bericht. In den Ländern, in denen Gleichstellung weniger stark ausgeprägt sind, sind Jungs eher Täter und Opfer; in Ländern wie Luxemburg sind Mädchen eher Opfer. Das lege nahe, dass „soziale Normen und die entsprechenden Geschlechterrollen internalisiert würden und eine wichtige Rolle in der Mobbingdynamik spielen“. Auch die Familiendynamik spielt eine entscheidende Rolle: Während offensive, negative Kommunikation und ein autoritärer Erziehungsstil Risikofaktoren sind, gel-

ten Empathie, emotionale Bereitschaft und autoritative Erziehung (hohe Aufmerksamkeit und Wärme ebenso wie hohe Autorität) als Schutzfaktoren.

Seit zwei Jahren leisten unter anderem die White Tigers Präventionsarbeit in Schulen und Maison Relais. Das Ganze auf ungewöhnliche Manier, denn sie begleiten Mobbingopfer auf Motorrädern zu den Orten, an denen sie diese Erfahrungen machen. Außerdem klären sie mit Workshops auf. „Wir sind gefragt“, sagt Anna Casalegno, Sekretärin der White Tigers, im Gespräch mit dem *Land*. Viele Kinder seien sich der Konsequenzen von Mobbing nicht bewusst. Die Tigers kümmern sich nicht um die Täter, lediglich um den Schutz des Opfers. Die Täter machen meist große Augen wenn die Tigers ankommen, sagt Anna Casalegno, und fragen: Wer ist das? Meist beruhige sich die Situation danach.

Das Bildungsministerium brütet derzeit einen nationalen Anti-Mobbing-Plan (Pan) aus, der 2026 erscheinen und zur nächsten Rentrée in Kraft treten soll. Ein besonderes Augenmerk soll auf dem Cybermobbing und dem „verantwortlichen und respektvollen Umgang“ mit den digitalen Tools liegen. Die vier Hauptachsen seien Prävention, Schutz, Kompetenzen und Gouvernance, heißt es aus dem Bildungsministerium. Derzeit wird mit Eltern, Lehrpersonal und Schülern beraten. ●

ZUFALLSGESPRÄCH
MIT DEM MANN IN DER EISENBAHN

Kriegssteuer

2026 wird ein Rekordjahr. Das verspricht der Haushaltsentwurf der Regierung: Der Staat gibt erstmals mehr als eine Milliarde für militärische Rüstung aus. 1 099 871 000 Euro sind eingeplant. Das ist so viel wie für den Beschäftigungsfonds oder den Öffentlichen Dienst. Doppelt so viel wie für den Wohnungsbau oder die Umwelt. Das Dreifache der Ausgaben für die Justiz. Viermal so viel wie für Kultur oder die Universität.

Die Militärausgaben steigen binnen eines Jahres um eine Drittel Milliarde. Sie machen 3,7 Prozent aller Staatsausgaben aus. Das ist der höchste Anteil seit 63 Jahren. 1963 war die Zeit zwischen Kubakrise und Vietnamkrieg. Des obligatorischen Militärdienstes. Der Schaffung eines Luxemburger Artilleriebataillons für die US-Infanterie.

Wie die Höhe der Rüstungsausgaben bestimmt wird, macht ökonomisch keinen Sinn. Sie wird nicht nach den Erfordernissen der Landesverteidigung berechnet. Sie wird im Verhältnis zum Bruttonationaleinkommen festgelegt. Das macht sie zu einer zweiprozentigen Kriegsteuer. Vom Erlös gehen 635 Millionen an den Fonds d'équipement militaire: an die internationale Rüstungsindustrie.

Die hohen Militärausgaben machen auch strategisch keinen Sinn. Mit ihnen ist kein Krieg, kein Friede zu gewinnen. Die Pariser Feuerwehr ist sieben Mal so groß wie die Luxemburger Armee. Die Regierung macht sich keine Illusionen. Premierminister Luc Frieden geht es darum, dass „mer e gréissere Reputationsschued vu Lëtzebuerg wëllen evitéieren“ (*Radio 100,7*, 15.5.25).

Nach dem Bankenkra- ch, der Covid-Seuche, dem Ukraine- krieg, der Machtergreifung in den USA entsteht ein neues Akkumulationsregime. Es droht, autoritär, ungleicher, klimafeindlich, protektionistisch, kriegerisch zu werden. Wirtschaftsblöcke, Machtblöcke zeigen sich bereit, ihre Konkurrenz um begrenzte Ressourcen militärisch auszutragen.

Deshalb soll die Europäische Union eine Militärmacht werden. Wie die USA, China, Russland. Unter deutschem Kommando, mit französischen Atombomben. Um notfalls mit Gewalt Ansprüche auf fremde Absatzmärkte, Produktionsstandorte, seltene Erde, Schifffahrtswege, Erdgas, Computerchips durchzusetzen.

Also entrichtet der Luxemburger Staat seine Kriegssteur. Damit die Verbündeten notfalls die Interessen der Finanzbranche, der Exportindustrie militärisch mitverteidigen: „Mir müssen einfach och, wa mer wëllen eng gewëss Solidaritéit hunn, eisen Deel matdroen.“ Kalkuliert Außenminister Xavier Bettel (*RTL*, 23.10.25).

Grüne und ADR träumen vom Nullwachstum. Seit Anfang des Jahrzehnts wird ihr Traum Wirklichkeit. In Zeiten wirtschaftlicher Stagnation sollen Rüstungsausgaben das Geschäft beleben. Anfang des Monats errechnete das Statec in seinen mittelfristigen Konjunkturprognosen ein „scénario favorable“. Es beruht auf einer „intensification des mesures de relance [...] ainsi que sur une hausse des dépenses de défense“ (*Statnews*, 8.10.25). Der Kommentar zum Haushaltsentwurf verspricht: „L'implication des entreprises luxembourgeoises et le renforcement du tissu économique dans le domaine de la défense sera prioritaire dans l'engagement des fonds“ (S. 74).

Die Militarisierung der Gesellschaft ist Folge und Voraussetzung der horrenden Rüstungsausgaben. Militarisierung heißt Manichäismus von Freund oder Feind, die Verteufelung von Kompromissen, Verhandlungen, Interessenausgleich. Sie schürt Angst vor groben Feindbildern: dem Terroristen, dem Einwanderer, dem Russen. Vor dem unsichtbaren *Ennemi* in unserer Mitte, seinen „tentatives d'ingérence malveillantes visant à mettre hors service des entreprises ou des administrations et à saper la confiance de la société en l'État“ (*Stratégie nationale de résilience* „LëtZ Prepare“, Oktober 2025, S. 14).

Angst soll kritisches Denken, demokratische Debatten verhindern. Politische Gefolgschaft herstellen. Militarisierung heißt Gewaltbereitschaft, Intoleranz, Nationalismus. Sie gehören zum ideologischen Arsenal Rechtsradikaler. Sie ebnen ihnen den Weg. ● ROMAIN HILGERT





Bei einer
Pressekonzferenz
der AMMD 2016:
Der damalige
Präsident
Alain Schmit...



... und der
damalige
Vizepräsident
Philippe Wilmes

Philippe & Alain s.a.

III Peter Feist

Die AMMD verteidigt ihre Vorstellungen von Ärztegesellschaften. Ihr Ex-Präsident und ihr Ex-Vize haben noch eine andere Geschäftsidee

Der Findel ist Luxemburgs Tor zur Welt. In seiner Nähe ein neues Angebot zu machen, kann für einen Geschäftsmann kluges Marketing sein. Im März nächsten Jahres soll die „Findel Clinic“ ihre Türen öffnen. Eine mehrsprachige Internetseite hat sie schon. Die wirbt für „eine neue multidisziplinäre Klinik – gegründet von Ärztinnen und Ärzten, für Ärztinnen und Ärzte, mit den Patientinnen und Patienten im Mittelpunkt jeder Entscheidung“. Ihr Initiator Philippe Wilmes sagt, es handle sich um ein „tolles Projekt“.

Klinik klingt wie Krankenhaus, wie Zithaklinik oder Clinique St. Joseph

in Wiltz. Dass ausgerechnet Philippe Wilmes, im Hauptberuf Chirurg an den Hôpitaux Robert Schuman, ein Krankenhaus gegründet haben will, ist merkwürdig. Zum einen, weil Krankenhäuser staatlich geplant werden. Zum anderen, weil Wilmes, bis Ende vergangenen Jahres Vizepräsident des Ärzteverbands AMMD und der rhetorisch Begabteste im Vorstand, besonders öffentlichkeitswirksam gegen die Spitäler zu Felde zog. Schwerfällig, ineffizient und kaum fähig zur Innovation seien sie. Heute will er davon nichts mehr wissen. Aber ein Spital, vielleicht ein privates, „von Ärztinnen für Ärzte“, soll die Findel Clinic auch nicht sein. Sondern ein

großes Ärztehaus mit bis zu 15 Spezialitäten. Clinic klingt einfach knackig, und geschützt ist die Bezeichnung in Luxemburg nicht. Findel Clinic passt zum Tor zur Welt und zum Findel Business Center von Félix Giorgetti, wo die Findel Clinic Räume gemietet hat.

Doch das ist nicht nur Marketing. Hinter dem Vorhaben stehen auch Akteure, die man in der Medizin nicht vermuten würde: Marc Giorgetti, Alain Kinsch, Marc Hoffmann und der IT-Manager Félix Retter. Gio-CEO Giorgetti und Alain Kinsch, früher Managing Partner von E/Y, heute Mitglied in vielen *boards* und im

Staatsrat, halten persönlich je zehn Prozent der Aktien der Phial s.a., die die Findel Clinic ermöglichen soll. Marc Hoffmann, Ex-CEO der Compagnie de Banque Privée und Verwaltungsratspräsident von Intesa Sanpaolo Wealth Management, hält zehn Prozent über seine Vermögensverwaltung Savalmo. Weitere zehn Prozent hat Sopare gezeichnet, eine Beteiligungsgesellschaft. Für sie sitzt Félix Retter im Phial-Verwaltungsrat. Marc Giorgetti, Alain Kinsch und Marc Hoffmann sind die anderen Administratoren. Wie Philippe Wilmes und Alain Schmit, Gastroenterologe im Süd-Klinikum Chem und bis Dezember AMMD-Präsident. Wilmes

und Schmit halten die Mehrheit der Aktien, Wilmes hält 38 Prozent, Schmit 22 Prozent. Der Gesellschaftsname Phial kombiniert ihre Vornamen Philippe und Alain. „Zwei Jahre haben Alain und ich an unserer Idee gearbeitet“, erzählt Wilmes.

Die Idee besteht nicht, wie man wegen der politischen Aktualität meinen könnte, in einer Ärztegesellschaft, die Mediziner/innen einstellt. Und die zur Stärkung ihres Kapitals Finanziers gewonnen hätte, die nicht aus dem Beruf kommen. So etwas wünscht die AMMD sich für die Zukunft. Dass CSV-Gesundheitsministerin Martine Deprez solchen Gesellschaften bislang

weniger Freiheiten gewähren will, sei „zutiefst enttäuschend“, schrieb die AMMD ihr am 3. Oktober und schickte eine Kopie auch an den Premier und die gesundheitspolitisch aktive DP-Präsidentin Carole Hartmann.

Hätten der Ex-Präsident der AMMD und ihr Ex-Vize so etwas jetzt schon gegründet und sich Rückendeckung durch namhafte, gut vernetzte Akteure aus der Wirtschaft geholt, wäre das eine politische Provokation ersten Ranges. Unmöglich wäre sie vielleicht nicht: Vor drei Jahren war die im Gesundheitsrecht erfahrene Anwaltskanzlei Penning, Schiltz & Wurth in einem Gutachten zu dem Schluss gelangt, auch ohne Spezialgesetz sei die Gründung von Ärztegesellschaften als Handelsgesellschaften möglich, wenn auch nicht ganz einfach.

Dagegen hat die Philippe & Alain s.a. etwas anderes im Sinn. Sie zielt auf Ärzt/innen im grenznahen Ausland ab, die interessiert sein könnten, teilweise in Luxemburg zu praktizieren. Sie kämen als Freiberufler und blieben es. Phial würde ihnen in der Findel Clinic gegen Entgelt ein Rundum-Paket aus Praxisräumen, Ausrüstung, Personal und Administration zur Verfügung stellen. Die bis zu 15 Disziplinen, die Philippe Wilmes und Alain Schmit in der Clinic ansiedeln möchten, reichen von der Allgemeinmedizin über Psychiatrie bis hin zur Kardiologie. „Die Ärzte werden sich voll auf ihre Medizin konzentrieren und einen multidisziplinären Austausch haben können“, sagt Wilmes, der die Idee gern als „idealistisch“ verstanden sehen möchte. Auf die Frage, wie Phial Geld verdienen soll, entgegnet er, das sei eine „zu kapitalistische Sicht“. Er wisse gar nicht, „ob wir Geld verdienen werden“.

Ob die anderen Aktionäre das auch so sehen? Für Alain Kinsch müsste die Beteiligung an Phial immerhin zur Folge haben, im Staatsrat über kein Gutachten zu einem Gesetzentwurf mit Relevanz für ärztliches Tun mehr abstimmen zu können. Für einen Kommentar war Kinsch nicht zu erreichen. Marc Giorgetti sagte dem *Land*: „Ich bin Phial-Aktionär, weil die Findel Clinic bei mir gemietet hat.“ Aus ihrem Tagesgeschäft halte er sich raus, „ich bin ja kein Arzt“. Ob sich über die Mieteinnahmen hinaus an den Aktivitäten der Findel Clinic Geld verdienen lassen werde, „dat gesi mer dann“.

Vielleicht hat die Zurückhaltung damit zu tun, dass sich noch nicht

sagen lässt, wie interessant für Ärzt/innen aus dem Grenzgebiet die Findel Clinic tatsächlich sein wird. Oder es soll der Eindruck vermieden werden, dass es dabei um Kommerz geht. Denn noch steht im Deontologiekodex der Ärzt/innen: „La médecine ne doit pas être pratiquée comme un commerce.“ Doch je nachdem, wieviel Entgelt Phial von den Ärzt/innen nimmt, ist das für sie ein Anreiz, viel abzurechnen, beziehungsweise viel zu arbeiten. Oder vielleicht etwas anzubieten, das nicht in der Gebührenordnung steht, und dafür eine *convenance personnelle* zu berechnen.

Philippe Wilmes will sich nicht dazu äußern, wie groß der Arbeitsumfang je nach Arztdisziplin sein wird, für die das Entgelt ganz unterschiedlich ausfallen muss. Ein Psychiater etwa

braucht nur ein Sprechzimmer, eine Kardiologin braucht auch teure Apparate. Solche Zusammenhänge sind Geschäftsgeheimnis von Phial.

Im Grunde aber nutzen der Ex-Präsident der AMMD und der Ex-Vize denselben Ansatz wie die Zahnarztzentren, die vor acht Jahren aufkamen und in denen Investoren Behandlungs-Infrastruktur und Administration vermieten. Verboten sei das nicht, stellte der Collège médical, das Selbstkontrollorgan der Ärzte, fest (*d’Land*, 11.8.2023). Dass Alain Schmit als AMMD-Präsident fand, dadurch seien zu viele Zahnärzte ins Land gekommen, und sein Nachfolger Chris Roller meint, in den Zentren werde zu viel berechnet, ist nicht ohne Ironie. Und vielleicht gründen noch andere Ärzt/

innen Firmen wie Phial; es muss ja keine Ärztegesellschaft sein, die Angestellte hat und für die Martine Deprez erst noch den Gesetzentwurf schreiben muss.

Über die Jahre wurde das Verständnis von Medizin auch hierzulande immer kommerzieller. Dass ein Arzt oder eine Clinic öffentlich für sich wirbt, war vor zehn Jahren noch verboten. Dass Ärzte unterschiedlicher Fachrichtungen sich zusammen tun können – bislang in Assoziationen –, ist ebenfalls relativ neu. Seitdem hält der Collège médical es auch nicht mehr für „unlauter“, wenn in einer Gemeinschaftspraxis eine Allgemeinmedizinerin einen Patienten zu einem Spezialisten im selben Haus überweist. Philippe Wilmes wirbt heute genau damit: Ein

Vorzug der Findel Clinic werde sein, hausintern überweisen zu können.

Gut möglich, dass die Findel Clinic, ähnlich wie die Vorstellungen der AMMD von Ärztegesellschaften, für Konflikte mit den Allgemeinmedizineren sorgt: Sie erkennen in multidisziplinären Konzentrationen des Angebots einen Angriff auf ihren Markt und auf ihre Existenz als oft noch allein oder in kleinen Zusammenschlüssen tätige Freiberufler. Richtig Geld aber würde das Modell Findel Clinic abwerfen, wenn die Vertragsbindung der Ärzte an die CNS „flexibler“ würde, wie die AMMD in ihrem politischen Rundumschlag gegen die CNS und Martine Deprez fordert. Dann könnten Zuschläge auf die Tarife ganz offiziell erhoben werden. Dann könnten Aktionäre mit Dividenden rechnen. ●

Die Aktionäre neben Wilmes und Schmit sind namhaft. Marc Giorgetti, Alain Kinsch, Marc Hoffmann, Félix Retter

PRÊT COPROPRIÉTÉ

Pas besoin d’une bonne fée pour lancer des travaux de copropriété



Votre projet copropriété bien accompagné
BGL BNP Paribas accompagne votre syndic de copropriété pour financer et faciliter les démarches collectives de rénovation afin d’améliorer et valoriser votre bien.*

bgl.lu/fr/pret-copropriete

En
exclusivité

au
Luxembourg



**BGL
BNP PARIBAS**

La banque
d’un monde
qui change

*Offre soumise à conditions. Sous réserve d’acceptation du dossier par la banque. Plus d’informations en agence et sur bgl.lu. - Ce visuel a été produit par l’intelligence artificielle Midjourney, Firefly et Magnific. BGL BNP PARIBAS S.A. (60, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, R.C.S. Luxembourg: B 6481) Communication Marketing



Sven Becker

La restauration et le bâtiment, deux secteurs en tension intéressés par la construction de logements abordables promue par Claude Meisch



Boulot dodo

IIII Erwan Nonet

« Dix mille euros, c'est le prix du ticket d'entrée pour venir travailler au Luxembourg. » Yannix Xydias, directeur-associé du Mansogroup (onze restaurants, bientôt treize, 400 salariés), fait le compte : « Avec deux mois de loyer pour la caution, les frais d'agence... on y arrive vite. Et tout ça pour avoir le droit à une période d'essai... »

Pour embaucher dans la restauration, selon lui, le frein n'est pas le salaire, mais bien le logement. « Les candidats sont ravis, jusqu'à ce qu'ils aillent sur *athome*. » Pour aider les nouveaux arrivants, le groupe dispose d'environ 80 chambres, principalement en colocation, et quelques appartements. Certains logements sont gérés par une société immobilière créée spécialement et d'autres appartiennent aux associés eux-mêmes. « Les loyers se situent autour de vingt pour cent au-dessous de ceux du marché », assure Yannix Xydias. Les baux signés avec les locataires sont indépendants du contrat de travail.

Georges Eischen, associé-gérant de La Provençale (1 700 employés), dresse le même constat. « Le niveau des loyers dans le pays rend le simple fait de se loger extrêmement compliqué pour des employés qui gagnent le salaire minimum, voire même davantage. »

Autre patron, autre secteur, mais analyse identique : Laurent Nilles, administrateur-délégué de Prefalux Group (400 employés), regrette que le logement entrave la possibilité de renforcer ses équipes. « La qualité d'une entreprise se juge à celle des personnes qui y travaillent. Avec la situation actuelle, nous sommes tous perdants. »

Ces trois dirigeants partagent un point commun : ils comptent profiter d'une ouverture permise par la loi sur le logement abordable publiée le

« *Un certain paternalisme qui risquerait de placer les salariés dans une situation de dépendance* »

Commentaire de la CSL

7 août 2023. Les libéraux avaient poussé pour qu'une clause permette aux employeurs de construire des logements abordables réservés à leurs salariés, sur un terrain qui leur appartient, tout en étant largement subventionnés. C'était l'idée qui a permis la création des cités ouvrières dans le sud du pays depuis la fin du XIX^e siècle. Le principe a été remis au goût du jour par le patronat. « En tant que Chambre des métiers, nous étions demandeurs d'un tel régime. Nous trouvons ce modèle très intéressant », relève Max Urbany, chef de service « Affaires économiques ». Il assure que l'idée derrière ces projets

« n'est pas de gagner de l'argent, mais d'attirer la main-d'œuvre. »

La législation, portée par l'ex-ministre du Logement Henri Kox (Déi Gréng) puis son successeur Claude Meisch (DP), est attractive puisque la participation financière de l'État peut grimper jusqu'à 75 pour cent des coûts de construction dans le cadre de l'aide à la pierre. Quant aux 25 pour cent restants, l'entrepreneur-promoteur les récupère le temps que dure la convention grâce à ce mécanisme de compensation qu'est la rémunération du capital investi. Car pour justifier sa générosité, l'État impose que le statut de logement abordable perdure pendant quarante ans au moins, avec une emphytéose de cinquante ans sur le terrain. L'entreprise devra également créer son propre statut de promoteur social, via une asbl, une société à impact sociétal (SIS) ou une fondation. Comme dans le marché abordable classique (SNHBM, Fonds du logement...), le loyer sera calculé en fonction du salaire.

Si les critères sont stricts, le modèle peut faire preuve de souplesse. « Ce n'est pas 75 pour cent ou rien », explique Luc Bieber, chef du service Innovations du ministère du Logement. « Un employeur peut choisir de mélanger des logements qui répondent aux critères de l'abordable (notamment au niveau de la superficie) et des appartements plus grands, qui n'entrent pas dans ce cadre et qu'il louera sur le marché libre. Dans ce cas, il ne touchera l'aide à la pierre que sur les logements abordables ». Les entreprises peuvent ainsi loger le personnel situé à l'entrée de la grille de salaire, ainsi que les cadres.

La Provençale avait pris de l'avance en acquérant dès fin 2022 une résidence en cours de construction à Bonnevoie, rue du Dernier sol. « Nous

avons eu cette opportunité alors que le promoteur avait du mal avec les ventes en futur état d'achèvement. La résidence se situe près du tram qui arrive au stade, d'où il est facile de prendre le bus pour Leudelange (où se trouve les halles, ndlr) », indique Georges Eischen. L'immeuble d'une quarantaine de logements (dont un appartement avec des chambres en colocation) lui coûtera entre 35 et 40 millions d'euros. « Un financier aurait sûrement été plus frileux que nous. Surtout qu'aujourd'hui, avec la crise de la construction et de l'industrie, nous avons moins de mal à recruter qu'en 2022. Mais je crois que nous ne regretterons pas cet investissement. Qui sait quelle sera la situation dans cinq ans ? » Puisque le prix du terrain était élevé à cet endroit, les subventions que va toucher La Provençale pour l'aide à la pierre permettront de rembourser la moitié de l'investissement de départ.

Prefalux a été l'un des constructeurs les plus rapides à faire part de son intérêt. Il y a un an, l'entreprise avait déjà partagé son concept de Prefalux House lors de la présentation de la loi par le ministre du Logement Claude Meisch (DP) à la Chambre des métiers. « C'est une proposition très intéressante. Elle est complexe dans sa mise en application, ce qui se comprend par l'importance des subventions publiques, mais je pense qu'elle va trouver son public », commente Laurent Nilles. Il réserve une des trois résidences de son programme « Kiischten » (Junglinster) à du logement abordable pour salariés. Là aussi, le projet avait été lancé avant la publication de la loi, mais les plans ont été redessinés pour profiter à plein de l'aide étatique.

Laurent Nilles assure que la réalisation de ce projet (livraison début 2027) n'est qu'une première étape. Prefalux construit depuis longtemps ce type de résidences pour la SNHBM ou le Fonds



Wirtschaft

Pour que leurs salariés trouvent des logements abordables, les entreprises commencent à investir dans la pierre. L'État se montre généreux

du logement et connaît les exigences propres à l'exercice. Le projet « Kiischten » a donc aussi vocation à jouer le rôle de pavillon témoin. « Il est évident que nous profitons de cette expérience pour démarcher d'autres entités. Nous travaillons notamment avec le monde associatif, dont une structure qui possède déjà un grand parc de logements abordables. »

Quant au groupe Manso, il n'a pas manqué l'appel à candidatures lancé par le Fonds Kirchberg, qui prévoit une tour de onze étages dédiée aux logements abordables pour salariés dans le cadre de son projet Grünwald-Steichen. Marc Widong, le directeur du Fonds, explique que le nouveau quartier manque de petites unités de logement pour les jeunes travailleurs. « Nous allons réserver cet immeuble pour le *microlodging* (studio de 35 m² avec salle de bain et cuisine intégrée) et le *coliving* (cinq ou six chambres avec salle de bain, et des espaces communs). » Liberté sera donnée au promoteur d'organiser la répartition en fonction des besoins qu'il aura évalués, pour autant que la surface moyenne des logements respecte les 52 m² par logement exigés par la Ville de Luxembourg. La tour devrait être livrée en 2030, 170 personnes y habiteront.

Les premiers projets qui profitent de la nouvelle loi ne concernent que des entreprises familiales solidement ancrées dans le pays. D'autres gros employeurs du pays ne semblent pas s'intéresser à cette problématique. Les Big Four (PWC, Deloitte, KPMG et EY), par exemple, restent muettes. Contactées par le *Land* une semaine avant la parution, pas une n'a souhaité s'exprimer. Selon d'autres interlocuteurs qui connaissent bien le dossier, l'échelle de temps serait pour ces entreprises un frein majeur. Quarante ans, voire cinquante pour le terrain, c'est trop long.

PwC-Luxembourg a peut-être déjà livré sa réponse en ouvrant en octobre 2024 des bureaux entièrement dédiés aux besoins de son antenne luxembourgeoise à Porto. D'ici 2027, 700 personnes devraient s'y affaïrer. Loger ses employés juniors à Luxembourg ne serait dès lors plus une priorité.

Le temps long n'est pas un facteur qui dérange les entreprises luxembourgeoises intéressées par le concept. « Mon grand-père a créé l'entreprise en 1934, alors on ne s'offusque pas de travailler sur une convention de quarante ans, c'est même naturel », relève l'administrateur-délégué de Prefalux.

Une interrogation existe également au sujet des bénéficiaires de cette aide de l'État. Un des candidats à la construction du programme Grünwald-Steichen (Fonds Kirchberg) est, au moins en partie, soutenu financièrement par un fonds de pension américain. Ce n'est sans doute pas un hasard si l'American Chamber of Commerce Luxembourg a participé à plusieurs réunions d'information. La possibilité de construire des immeubles résidentiels remboursés intégralement par l'État, de profiter de revenus locatifs (modestes, il est vrai) sur quatre ou cinq décennies, avec la perspective d'une revente garantie au terme de la convention (en priorité pour l'État), voilà un investissement sans aucune prise de risque. Interrogé sur la question, Marc Widong indique que « Le Fonds cherche un promoteur-architecte pour construire le projet et une asbl, SIS ou fondation pour gérer ensuite le logement dédié salariés. Nous n'avons pas connaissance des "financiers" derrière les candidatures. » Le ministère du Logement admet ne pas avoir vraiment réfléchi à la question, « Pour nous, l'important est que

le dossier remplisse le cahier des charges. Nous n'avons pas établi de critères concernant l'origine des investisseurs », reconnaît Luc Biever.

Si l'initiative commence à attiser l'intérêt du patronat, elle est aussi très critiquée par la Chambre des salariés (CSL). Contactée par le *Land*, elle « soutient pleinement une augmentation substantielle de l'investissement public dans la création de logements abordables », mais elle témoigne d'« un profond scepticisme quant à l'idée de réaliser cet objectif par l'intermédiaire des employeurs. » Elle s'inquiète du retour d'« un certain paternalisme qui risquerait de placer les salariés dans une situation de dépendance excessive vis-à-vis de leur employeur. » La loi stipule qu'en cas de licenciement, un salarié aura l'obligation de quitter son logement dans les trois mois. En cas de décès, sa famille devra déménager dans les douze mois. « Ce modèle nous paraît anachronique », s'inquiète la CSL. « Les pays européens considérés comme des pionniers en matière de politique du logement abordable se sont généralement éloignés de cette logique, privilégiant aujourd'hui des solutions mieux adaptées, telles que la production publique directe de logements ou encore le développement de coopératives. »

Aujourd'hui, les chambres professionnelles (salariales ou patronales) ne semblent pas prêtes à investir pour loger les salariés à faibles revenus. La Chambre des métiers, pourtant en première ligne pour promouvoir la loi, se justifie en expliquant y avoir pensé, « mais nous ne voulons pas avoir à prendre parti pour une entreprise plutôt que pour une autre. Nous préférons tenir le rôle de conseiller », souligne Max Urbany. Il argue que « les PME peuvent aussi acquérir un ou deux logements abordables

dans une résidence en construction tout en recevant toutes les subventions », mais reconnaît toutefois que la mécanique organisationnelle complexe ne joue pas en faveur des petites entreprises. « Souvent, les projets bloquent là. Et la conjoncture n'aide pas ».

En 1973, la Chambre des métiers et la Chambre de travail avaient pourtant créé le Foyer du travailleur, une asbl qui logeait des ouvriers immigrés dans des structures à Mühlenbach, Diekirch ou Lallange. Elle s'est progressivement éteinte jusqu'à sa radiation du registre du commerce en 2021.

Le souvenir d'Infraplan (créée en 1972) est également douloureux. La sarl fondée par le LAV (prédécesseur de l'OGBL) a certes créé des logements sociaux à Lallange, Roeser, Schrassig, Kayl, Dudelange ou Grevenmacher, mais elle a périclité dans les années 1990 et son patrimoine a finalement été cédé au Fonds du logement.

La pénurie de logements abordables constatée aujourd'hui par le patronat représente surtout une faillite historique des politiques publiques. Dans le pays, seul 1,6 pour cent des logements entrent dans cette catégorie. En 2002, à la Chambre, Fernand Boden, ancien ministre du Logement CSV, expliquait que « le logement social est quelque chose pour les associations, comme la Stëmm vun der Strooss. »

Depuis, la situation a bien-sûr évolué. L'article 29 bis, introduit par Henri Kox, imposait de réserver entre dix et vingt pour cent de logements abordables dans les nouvelles constructions. Ce changement de paradigme a été renforcé par Claude Meisch, qui a sanctuarisé ce principe dans la loi du 27 juin 2025, augmentant le quota de quinze à trente pour cent. ●

Exil

IIII Georges Canto

Le Luxembourg de plus en plus cité comme havre de paix pour les Français inquiets de l'instabilité politique



Boulevard Royal, novembre 2023

C'était il y a exactement trente ans. À l'automne 1995, le Premier ministre français Alain Juppé (droite modérée), nommé par le président Chirac six mois auparavant, eut la mauvaise idée, pour boucler son budget, de « déplaçonner » le montant de l'Impôt de solidarité sur la fortune (ISF), amenant certains contribuables à devoir acquitter des impôts supérieurs à leurs revenus courants. Dans les mois qui suivirent, nombreux furent ceux, parmi les quelque 175 000 redevables, à transférer tout ou partie de leurs avoirs financiers dans les pays voisins, notamment au Grand-Duché, où les professionnels de la finance qualifièrent Alain Juppé de « meilleur VRP du Luxembourg ».

Trois décennies plus tard, un scénario semblable se dessine. Mais comme l'écrivait Karl Marx, les grands événements de l'histoire se produisent pour ainsi dire deux fois, la première fois comme une tragédie, la seconde fois comme une farce. C'est bien de cette manière que les Français, mais aussi leurs voisins, voient la situation politique d'un pays réputé pendant 65 ans pour sa stabilité politique (malgré les alternances), mais qui depuis janvier 2024 aura connu cinq Premiers ministres. L'instabilité politique de la France, avec ses conséquences économiques déléteres, est la principale raison de la dégradation de sa note souveraine. Si, le 24 octobre, l'agence Moody's a maintenu sa note Aa3, mais assortie d'une perspective négative, ses consœurs Fitch et S&P avaient déjà dégradé la France en A+, respectivement le 12 septembre et le 17 octobre.

Les agents économiques manquent de visibilité en l'absence de vote d'un budget pour 2026. Les ménages les plus aisés savent, eux, à quoi s'en

Les investisseurs français apprécient la performance et la sécurité offertes par les contrats luxembourgeois

tenir, car les initiatives pour alourdir leurs impôts fusent de tous côtés. Même la présidente macroniste de l'Assemblée Nationale, Yaël Braun-Pivet, a déclaré vouloir « faire bouger les lignes sur la fiscalité des hauts patrimoines », réclamant plus de justice fiscale. Dans ce domaine, c'est naturellement la gauche qui tient la corde. Fervent partisan de la « taxe Zucman » mais en même temps convaincu des difficultés de son application (*d'Land*, 3.10.25), le Parti Socialiste en a conçu une « version light » : l'assiette en serait élargie aux patrimoines de plus de dix millions d'euros et le taux porté à trois pour cent (contre respectivement cent millions et deux pour cent dans la version d'origine), mais le capital des entreprises familiales et « innovantes » serait épargné, d'où des recettes attendues trois à quatre fois moindres que celles envisagées par Gabriel Zucman, qui n'a d'ailleurs pas ménagé ses critiques contre la nouvelle mouture de sa proposition.

Cette nouvelle taxe s'accompagnerait d'un alourdissement des dispositifs existants, sur l'impôt

sur le revenu (avec une tranche à 70 pour cent), sur les droits de succession et sur la « flat tax » de trente pour cent sur les revenus financiers instaurée en 2018. Son taux, déjà élevé par rapport aux autres pays de l'UE qui en appliquent une, s'est trouvé alourdi par des « contributions exceptionnelles » (devenues permanentes) de sorte que son montant dépasse 37 pour cent pour les bénéficiaires d'intérêts et de dividendes les plus fortunés. Dans le débat budgétaire en cours il a été proposé de fixer la taxe de base à 36 pour cent, ce qui la porterait à près de 45 pour cent pour les plus riches.

Comme l'a révélé le *Financial Times* dans un article du 19 octobre, cette « ébullition fiscale » provoque, depuis la dissolution de l'Assemblée en juin 2024, une fuite des capitaux, notamment vers la Suisse et le Luxembourg. Elle est confirmée par les professionnels français de la gestion de patrimoine. Ces deux destinations, autrefois très prisées des Français, avaient par la suite été quelque peu délaissées avant de retrouver récemment les faveurs des épargnants les plus fortunés. Mais plus pour les mêmes raisons. Ils n'y recherchaient plus le secret bancaire, bel et bien enterré depuis la mise en place de l'échange automatique de données fiscales en septembre 2017, ni même une fiscalité plus douce, mais avant tout la sécurité et la stabilité. Ils trouvent aussi dans ces deux pays une réelle culture de la confidentialité et des compétences de haut niveau dans le conseil et la gestion, selon le *FT*.

Dans tous les pays où le gouvernement a augmenté la taxation des hauts patrimoines, des départs ont été enregistrés. En Norvège, où l'impôt sur la fortune s'applique à partir de 150 000 euros de patrimoine net (vingt pour cent de la population adulte ayant un revenu y est soumise), son augmentation en 2022 a provoqué l'exil fiscal de 300 contribuables aisés, dont l'un des plus importants entrepreneurs du pays Kjell Inge Rokke. Au Royaume-Uni, le « Private Wealth Migration Report » du cabinet de conseil Henley & Partners, publié fin juin 2025, révélait que « le pays devrait connaître le plus important exode net de particuliers fortunés de tous les pays » avec quelque 16 500 millionnaires partant s'installer à l'étranger. En cause, la disparition du régime fiscal avantageux des « non-doms », qui permettait depuis plus de deux siècles aux non-résidents d'être exemptés d'impôts sur leurs revenus étrangers, à condition que ces sommes ne soient pas rapatriées. Le gouvernement conservateur de Richi Sunak avait prévu sa disparition en avril 2025, alors que plus de 73 000 contribuables étaient encore « non-domiciliés ». Mais les travaillistes, revenus au pouvoir en juillet 2024, en ont rajouté une couche, en faisant payer un impôt sur les successions aux non-résidents ayant passé dix des vingt dernières années dans le pays. Le gouvernement pensait que la fin des non-doms et l'élargissement de l'impôt sur l'héritage pourraient rapporter 14,5 milliards d'euros d'ici 2029, mais ce chiffre ne tient pas compte des prévisions de départs massifs (environ un quart des non-doms).

Toutefois d'autres sources sont moins pessimistes. Une étude de la banque UBS a établi que la population des « riches nomades » capables de se déplacer rapidement d'un pays à l'autre est très limitée, n'étant composée que de personnes très fortunées dont l'activité économique est à la fois internationale et délocalisable. De fait, en 2024 seuls 400 départs ont été constatés parmi les non-doms, et leur contribution fiscale a même légèrement augmenté. Depuis le début de 2025, les départs sont inférieurs aux prévisions du gouvernement, selon le *Financial Times*, ce qui a fait dire à l'association Tax Justice UK que les chiffres sur un prétendu exode des millionnaires cherchent avant tout à faire peur.

Un constat voisin a été fait en France, fin juillet 2025, avec la publication d'un rapport de 32

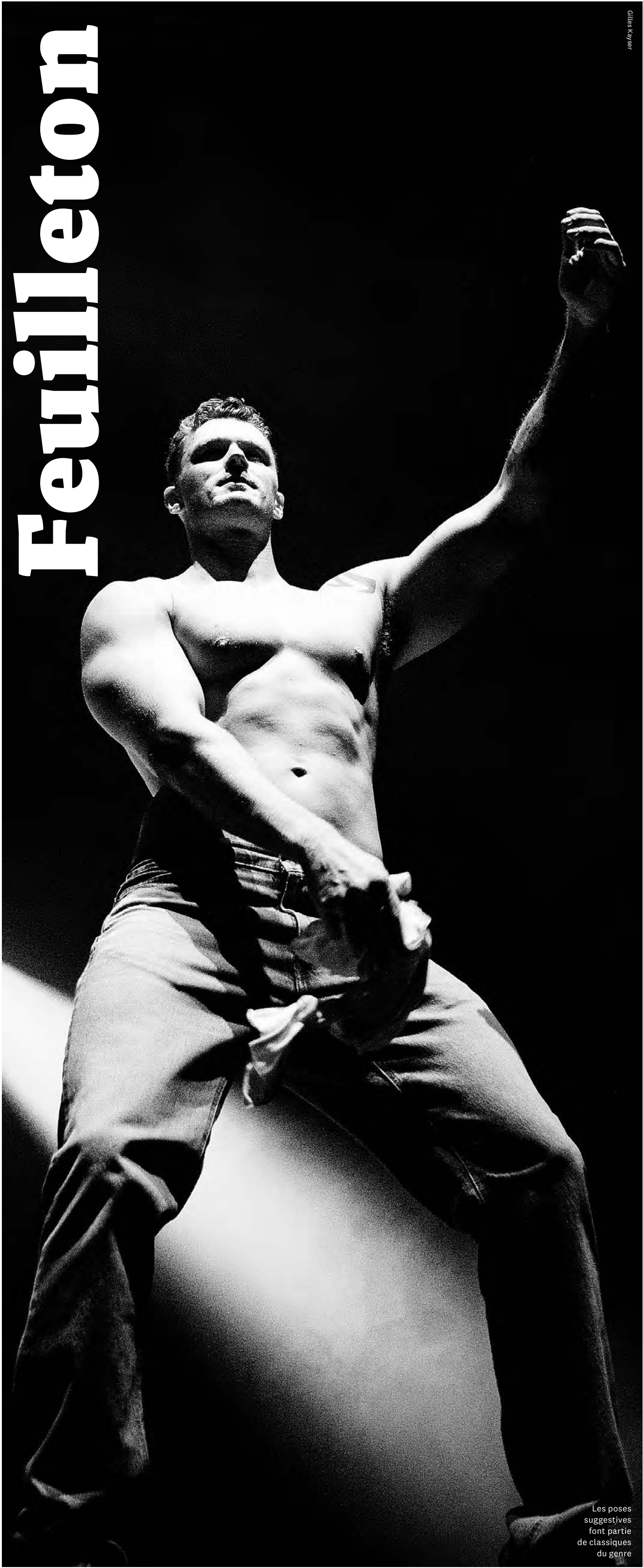
pages intitulé « Fiscalité du capital : quels sont les effets de l'exil fiscal sur l'économie ? » dû au Conseil d'analyse économique (CAE), un organisme indépendant mais rattaché aux services du Premier ministre. On peut y lire qu'une augmentation de deux milliards d'euros des recettes fiscales sur le capital possédé par les un pour cent des ménages les plus riches conduirait au départ de 0,06 à 0,6 pour cent d'entre eux seulement. Les « zucmanistes » ont vu dans ce document un appui à leur projet, en oubliant qu'il évoque un supplément fiscal dix fois inférieur à celui prévu avec leur taxe. On peut penser que l'application d'un impôt, supposé rapporter entre 15 et 25 milliards dans sa version d'origine, aurait des conséquences autrement plus importantes que celles mentionnées par le CAE.

Le problème des études publiées récemment en Norvège, au Royaume-Uni et en France, est que, quels que soient leurs résultats, elles raisonnent sur la base d'un « exil fiscal » complet. Or la réalité est toute différente. La plupart des investisseurs ne souhaitent pas déménager dans un pays à fiscalité plus douce, plus sûr ou moins instable. Ils chercheraient seulement à mettre à l'abri une partie, plutôt modeste, de leurs avoirs, tout en posant des jalons pour en transférer davantage en cas de besoin. C'est le cas des Français en Suisse. En l'absence de chiffres officiels, les experts estiment le total des avoirs financiers français en Suisse entre 40 et 60 milliards d'euros, ce qui ne représente qu'une partie très faible (entre un et deux pour cent) du patrimoine financier total des dix pour cent des ménages français les plus riches. De plus ce montant prend en compte les avoirs des quelque 235 000 frontaliers et ceux des résidents français installés en Suisse pour des raisons professionnelles. Rien à voir avec une fuite massive de capitaux pour des raisons fiscales.

Certaines formules de placement offrent la possibilité d'investir son argent à l'étranger sans avoir à s'exiler ni même à se déplacer. C'est le cas de l'assurance-vie luxembourgeoise, dont les Français sont très friands. Assortie d'avantage fiscaux, l'assurance-vie est de longue date leur placement préféré. Avec un montant supérieur à 2 000 milliards d'euros (dont à peine plus du quart en unités de compte), elle représente un tiers du patrimoine financier des ménages. Le taux de détention moyen est de 42 pour cent (contre 27 pour cent en 2005) mais il dépasse les soixante pour cent pour les titulaires de revenus élevés.

Le *Financial Times* a pu établir qu'à la fin 2024, les Français détenaient près de quatorze milliards d'euros dans des contrats d'assurance-vie luxembourgeois, ce qui représente une augmentation de 58 pour cent par rapport à 2023, malgré un « ticket d'entrée » élevé (souvent supérieur à 250 000 euros). Au premier semestre 2025, les flux vers l'assurance-vie au Luxembourg, en provenance de France, ont de nouveau augmenté, et les prévisions sont optimistes. « En juin dernier, les demandes de renseignements liées au Luxembourg ont doublé. Depuis, à chaque nouvelle période d'instabilité, elles repartent à la hausse », a déclaré au *FT* Benjamin Le Maître, co-fondateur du family office parisien Avant-Garde.

Les investisseurs français apprécient la performance et la sécurité offertes par les contrats luxembourgeois, qui proposent une structure sur-mesure, une large palette d'investissements et un système de protection des avoirs très performant, notamment avec le fameux « triangle de sécurité », unique en Europe (mais qui n'a pas empêché la faillite de FWU Life insurance). Avec la perspective d'une nouvelle dissolution dans les semaines à venir, voire d'une élection présidentielle anticipée réclamée par plusieurs partis et personnalités, au sein même de la majorité, l'instabilité politique française n'a pas fini de faire les « choux gras » de la finance luxembourgeoise. ●



Gilles Kayser

Feuilleton

Les poses suggestives font partie de classiques du genre

Mécaniques bien huilées

IIII France Clarinval

À la Rockhal, les Chippendales jouent la comédie du strip-tease masculin. Derrière les muscles huilés, la virilité stéréotypée continue de mener la danse

Samedi soir, la grande salle de la Rockhal est plongée dans le noir. Des lumières violettes martèlent le rideau de scène quand une voix retentit au micro : « Please welcome the *All Night Long Tour* of the Chippendales ». Le public applaudit et crie. Apparaissent sur scène, deux hommes habillés en costume noir et chemise. Après quelques pas de danse saccadés sur un rythme pop-rap, ils tombent déjà la chemise, exhibant des abdos sculptés. Les paroles de *Lil' boo thang*, le tube de Paul Russell qui résonne, annoncent la couleur : « I don't give a hoot what your dude say ». Le spectacle s'adresse avant tout à une audience de femmes, venues sans leur mari mater des mecs (et parfois tâter) qui se déshabillent. Elles ont déboursé entre 65 et 99 euros pour cela, les meilleures places étant les premières vendues. « Inutile de venir si c'est pour rester loin de la scène », prévient une trentenaire.

Dans le public, toutes les générations sont représentées, des adolescentes avec leur mère (aux États-Unis, ces shows sont interdits aux moins de 18 ans, aucune limitation n'est affichée ici), jusqu'aux dames d'un club senior, précédées par leur déambulateur. Les copines ou les collègues en petites bandes de trois ou quatre occupent l'essentiel de la salle, pas tout à fait remplie ce samedi soir. Elles se lèvent en chœur quand les danseurs arrachent leur débardeur, s'entraînent mutuellement à crier plus fort et se montrent du doigt quand il s'agit de monter sur scène.

La participation du public est un des ressorts du spectacle des Chippendales : « Plus vous criez fort, plus vous avez de chances de monter sur scène », lance l'animateur. Après les deux premiers numéros, figurant des ouvriers sur un chantier maniant leurs outils de manière suggestive, les six danseurs, à nouveau torse nu, descendent dans la salle choisir leurs « cibles ». L'un fait mine de s'asseoir sur les genoux d'une spectatrice, l'autre fait saillir ses pectoraux, un troisième se trémousse lascivement entre deux femmes. Leur code de conduite est clair, ils ne prendront que celles qui acceptent de se prêter au jeu. Et ils ont l'embarras du choix, tant les bras sont levés pour attirer l'attention.

Sur scène, les trois participantes prennent place sur des chaises. Un des Chippendales joue le rôle du bachelor qui va devoir choisir l'une d'elles. À la première, il demande une lap dance et s'étonne que, sous une apparente timidité, elle ose des mouvements exubérants. La deuxième, nettement plus âgée, doit mimer sa « position sexuelles préférée », ce qu'elle fera de bonne grâce, entraînant rires et applaudissements nourris. La troisième reçoit un préservatif à enfiler sur une banane, tenue bien évidemment devant l'entrejambe du danseur. À l'applaudimètre, la doyenne remporte la partie. Plus tard, elle racontera au *Land* qu'elle vient de Bernkastel-Kues, à une bonne centaine de kilomètres de la Rockhal : « Mes amies m'ont offert le spectacle pour mes 70 ans. Je n'allais pas manquer ça ! »

[...]

[Suite de la page 15]

Les numéros se succèdent et se ressemblent sur des musiques toujours pop et entraînantes : Justin Timberlake, Bruno Mars, Lil Nas ou Backstreet Boys. Seules les costumes varient, déroulant un catalogue de poncifs et de clichés viriles, puisant dans les registres des détenteurs du pouvoir, de la violence, de la vigueur et du courage : Policier, motard, cow-boy, sportif, businessman, pompier, *bad boy* et bien sûr le classique serveur à col blanc et nœud papillon, clin d’œil aux *Playboy bunnies* depuis les premiers shows au début des années 1980. Ces personnages forment un véritable bestiaire masculin où chacun joue un archétype, souvent poussé jusqu’à la caricature.

Les danses obéissent à une mécanique bien huilée, toujours selon un même schéma, mêlant des mouvements athlétiques, des éléments de hip-hop ou de chorégraphies de clip vidéo à une gestuelle de séduction et des mimes d’acte sexuel. La synchronisation (pas toujours parfaite) renforce l’effet de puissance, les poses suggèrent la domination. L’effeuillage ne s’embarrasse pas de circonvolution : T-shirts déchirés, chemises déboutonnées, chaussures valsant à la hâte et pantalons retirés. À chaque geste suggestif, la salle s’enflamme, comme s’il s’agissait d’un acte héroïque. Les Chippendales dansent moins qu’ils ne performent la virilité : les mouvements sont calibré pour exhiber le muscle, captiver le regard et déclencher les cris et les applaudissements. Leur corps aussi sont standardisés, huilés et glabres, avec des muscles développés et saillants, mais sans jamais révéler le sexe. Les effeuilleurs se servent d’accessoires (serviette, casque, panneau, string) ou déploient des gestuelles scéniques pour cacher l’interdit.

Entre les numéros rythmés, quelques épisodes plus lents accentuent la démonstration sexuelle plus loin. Au son d’un *Purple Rain* qui ferait sans doute se retourner Prince dans sa tombe, l’un des danseurs prend une douche, nu, dos au public. L’eau ruisselle, le savon glisse, les hanches ondulent langoureusement dans une pseudo-intimité. Sortant de la douche, une serviette sur les hanches, il demande à une spectatrice de l’essuyer, puis de l’habiller. Une fois en pantalon, il retourne sa partenaire, la penche en avant et mime un geste sexuel et une fessée. Le public exulte, se lève, bat des mains.

À l’heure de l’entracte, la discussion va bon train dans ce groupe de collègues de bureau entre l’une qui « n’aurait jamais osé monter sur scène » et l’autre qui « aurait bien mis la main aux fesses du beau Noir ». Elle pouffe : « C’est quand même autre chose que celui que j’ai à la maison ! » Un peu plus loin, une autre nous explique : « C’est mon mari qui m’a offert la place. Il espère que je serai excitée en rentrant. Mais le spectacle est plus drôle que vraiment sexy. » Une autre ajoute : « Pour une fois, c’est un show où les hommes sont les objets pour le plaisir des yeux des femmes et sans le regard réprobateur de nos maris. C’est cool d’être entre filles et de s’affranchir des tabous ». Elle brandit fièrement le débardeur déchiré qu’elle a attrapé au vol quand il a été lancé dans la salle.

Quarante ans de muscles et de clichés

Le succès des Chippendales repose sur une recette largement éprouvée depuis la création du Chippendale Club de Los Angeles en 1979 par Somen « Steve » Banerjee. Son idée, simple et efficace était de faire venir des stripteaseurs masculins, que l’on ne voyait habituellement que dans les clubs gays, pour un spectacle destiné aux femmes. Le succès est immédiat. Dans une Amérique encore marquée par la morale conservatrice, les Chippendales sont apparus à un moment où l’émancipation des femmes et la libération sexuelle devenaient audibles. Ils allaient faire l’objet d’un marketing ciblé et d’une concurrence agressive. Rapidement, des clubs ouvrent dans d’autres villes. Les années 1980 marquent l’apogée : paillettes, muscles huilés, chorégraphies synchronisées et fantasmes en uniforme envahissent les scènes du monde entier. Les danseurs deviennent des stars, le logo s’imprime

sur des T-shirts et des calendriers, et le show s’exporte jusqu’en Europe.

Mais derrière la façade, l’histoire vire au film noir. Rivalités internes, meurtres commandités et affaires de drogue entachent la légende. En 1994, Steve Banerjee finira en prison, accusé d’avoir orchestré l’assassinat d’un ancien chorégraphe. Cette part d’ombre, récemment racontée dans la série *Welcome to Chippendales* (Hulu, 2022), rappelle que la fabrique du fantasme repose aussi sur une mécanique implacable de pouvoir et de profit.

Depuis les années 2000, la troupe a investi Las Vegas, pour une production permanente. Cette stratégie réussit à relancer le spectacle en touchant les nostalgiques et en ventant le côté « empowerment féminin ». On y va comme on écoute un vieux tube : un « guilty pleasure » efficace, mais désespérément daté. FC

Au stand de produits dérivés, un homme achète un caleçon estampillé Chippendales, 30 euros. « Moi, je suis gay, ça me plait de voir les mecs se déshabiller, mais je ne suis pas la cible. Je trouve surtout ça rigolo, il faut le regarder sans prise de tête. » Les calendriers avec les photos des Chippendales se vendent à 20 euros et il faut en déboursier 45 pour un sweat-shirt. « La qualité n’est pas extra, mais ça fait un souvenir », lance une quadra en robe à imprimé léopard. « Avec tout ce que tu as filmé, des souvenirs, tu en as plein », rétorque sa sœur.

La suite du spectacle prolonge la même recette : musiques pop, danses lascives, muscles tendus et acclamations. Chaque chemise qui tombe déclenche une ovation, chaque fesse dévoilée, un cri de liesse. Les participantes sur scène en voient davantage que celles restées dans la salle. Certaines détournent le regard au moment où le *stripper* arrache son slip.

Sous des dehors légers, les gestes sont calculés et maîtrisés pour garder le contrôle. Les danseurs prennent les mains des femmes pour les poser sur leur poitrine ou leurs fesses. Ils orientent les spectatrices, en leur tenant les poignets, sur les parties qu’ils estiment pouvoir offrir au touché. Derrière la prétendue inversion du regard, les femmes devenant spectatrices

et les hommes objets, se cache une reproduction d’un même schéma : le corps masculin reste l’instrument d’un imaginaire normatif, calibré, lissé, rassurant. Les femmes savourent une transgression codée, mais à l’intérieur d’un dispositif pensé par des hommes et dont elles ne sont pas agentes. Ce simulacre de sexualité reste très marqué par la domination masculine dans une mise en scène datée et une esthétique criarde, passablement vulgaire. Un manque d’ironie et une lecture très premier degré de ce que peuvent être les rapports relations hommes-femmes et le regard sur les corps.

Tout à l’inverse de ce que proposent les spectacles boylesques. Inspiré du burlesque féminin, où l’effeuillage se pratique avec glamour et humour, le boylesque invite les hommes à se déshabiller, de façon comique ou poétique, dans un strip-tease théâtralisé en se créant un personnage qui tourne en dérision les stéréotypes. Autrement plus inclusif, ce type de spectacle autorise les corps de toutes tailles et toutes formes dans une dimension émancipatrice. Les Chippendales recyclent une esthétique des années 1980, celle d’un érotisme clinquant, standardisé, hérité du clip musical et de la publicité. À l’heure des performances queer ou du boylesque, leur show paraît figé dans une virilité vintage. La troupe poursuit sa tournée vers l’Allemagne, la Norvège, Lituanie et Chypre. ●



Gilles Kaysier

Les danseurs se saisissent des mains des spectatrices pour guider leurs gestes



La forêt, objet d'étude par les plasticiens

Le sacre de la forêt

IIII Marianne Brausch

Mythes, utopies, et avenir : un panorama vivant des espaces boisés au Ratskeller

Le Cercle Cité offre à Clément Minighetti, fort de sa longue expérience comme commissaire d'expositions au Mudam, de présenter un sujet d'actualité et essentiel pour l'avenir sur terre des hommes, des animaux et de la végétation : la forêt.

L'exposition *La forêt. Solitudes et solidarités* comprend un nombre limité d'œuvres, mais leur choix est très pertinent. Elles ont toutes quelque chose à dire au visiteur sur la place des arbres dans l'Histoire et racontent les liens de plasticiens d'aujourd'hui avec les espaces boisés. Au fil du temps nous, les êtres humains, avons entretenu une relation particulière avec eux et devrions continuer aujourd'hui : des forêts urbaines sont plantées en urgence dans des grandes villes pour ombrager les places minérales.

L'exposition commence et se termine par deux œuvres qui évoquent, l'une la position que les arbres ont occupée dans le passé, l'autre, la démonstration scientifique actuelle de la communication des plantes entre elles. La sélection de Minighetti de ces deux œuvres est très judicieuse. Le tour du grand cycle des plantes sur terre commence ainsi par une œuvre à la fois « antique » et « post-moderne », avec les deux « colonnes » de *Dreamer* de Martine Feipel et Jean Bechameil (céramique vernissée, 2025). Elles rappellent que dans les temps très anciens l'arbre était un objet de vénération et de culte.

Cependant l'expression de Feipel et Bechameil est contemporaine, presque abstraite et on lit parfaitement le tronc et les branches d'un arbre, voire les excroissances qui se greffent sur lui. À l'opposé de cette proposition de totems « éternels », en point d'orgue de l'exposition, Clément Davout et Léo Fourdrinier, proposent une expérience que la science a révélé récemment : les plantes com-

Une sélection d'œuvres très pertinente sur le rapport que nous entretenons avec la forêt

muniquent entre elles. Des fougères provenant des parcs de la capitale, sont équipées d'électrodes, donnant à l'installation un aspect futuriste. Or, on a la preuve que les fougères partagent un langage commun, aussi « respectable » et important que le nôtre. Il est enregistré par les capteurs et rendu audible par la transcription d'un programme ordinateur à écouter au casque. L'expérience auditive révélée grâce à la science la plus pointue puise, comme Feipel et Bechameil, dans le lien entre antiquité et modernité : les fougères sont des « dinosaures » végétaux arrivés jusqu'à nous. Elles font partie des plantes pionnières de la Terre.

Le concept de l'exposition *La forêt. Solitudes et solidarités* étant défini par Minighetti, on peut entamer une visite de la démonstration des plasticiens contemporains qu'il a choisis pour visualiser les liens qui nous unissent à la forêt. Il y a les bienveillants, comme Keong-A Song pour qui la forêt accueille peut-être des espèces mutantes, dans *Nouveaux arrivants dans la forêt de bouleaux*, (2021) sur qui veille une déesse, *Goddess of forests*, (2015). Les deux aquarelles sont à l'opposé des

contes, comme ceux de Perrault, des frères Grimm, qui faisaient peur aux enfants.

Aline Forçain se situe entre les deux attitudes. Elle peint la forêt comme une masse indistincte de couches successives (*Layer, variation*, 2021). L'usage de la peinture à l'huile rend l'épaisseur de la forêt, qui nous ferait tout de même hésiter à y entrer ou pas, même si le ciel est clair et que dans la manière de peindre d'Aline Forçain, s'insinuent des plages lumineuses, dédramatisantes. Dans la même veine picturale « tachiste », Sandra Lieners, montre qu'elle s'est régénérée avec l'espace extérieur aux feuillages colorés qu'elle voyait, floutés derrière sa vitre durant le Covid. L'accrochage en coin de 37,5°NE renforce habilement le cadrage d'une pièce à vivre avec sa fenêtre.

La surprise vient d'Alexandra Uppmann. La jeune femme étant d'origine finnoise-luxembourgeoise et de langue suédoise, on peut dire sans mièvrerie que cette triple identité de pays où la forêt est reine, influence sa relation à la fois respectueuse et proche aux arbres. Le visiteur regarde fasciné sa technique pointilliste qui donne corps avec une incroyable minutie à une lisière feuillue ou sylvestre et les titres correspondent à ce « stippling » au marqueur : *Home is Where the forest is* (2020) et *Au nom de la forêt* (2021).

L'installation centrale de l'exposition est conçue par Valentin Van Der Meulen spécialement pour l'endroit. Au fur et à mesure de l'exposition, s'égoutteront depuis des poches de couleurs comme les perfusions en milieu hospitalier, sur toutes sortes de représentations humaines pas nécessairement à notre avantage, égotiste, consommateur sans scrupules jusqu'à l'homme loup pour l'homme. Sur ces images et le sol, où l'on devine l'aura de la végétation sous-jacente, mêlée dans le papier que

l'artiste a créé pour son installation, la nature révélera au fur et à mesure ses *Parures* (2025) colorées, bienfaitantes et réparatrices, voire supérieures à la vanité humaine.

Cette œuvre « active », est suivie par l'activisme revendiqué de Bert Theis (1952-2003). La projection de la vidéo diptyque *Fuad Labord* (2003), propose un survol de la ville comme une maquette d'architecture qui n'est jamais réaliste à vol d'oiseau. Cependant, filmées à hauteur d'œil, les hautes herbes font ressentir l'avancée du corps qui les traverse, dans la friche urbaine Isola dont Theis revendiquait la sauvegarde à Milan. Ceux qui ont connu l'artiste dans sa résistance à un projet de gentrification et de bétonnage dans un quartier populaire, y compris dans son authenticité végétale, comprendront d'autant mieux *Paradise Lost* (2013), de Serge Ecker.

Bien sûr, Luxembourg a la Pétrusse qui est un de ses poumons verts. Mais Ecker dénonce la place financière et rêve que cette période d'avidité soit vaincue par une végétation de jungle sauvage. Ces deux visions politiques d'il y a maintenant plus de dix ans, on en rêve aujourd'hui au sens de la lutte écologique pour le verdoisement vital de la capitale. Aussi, pour clore le tour de l'exposition, qui alerte sur le nécessaire rapprochement des espaces des villes et de la bonne compréhension de l'usage du végétal à l'ère du réchauffement climatique avéré, nous partons, avec Letizia Romanini, *Ennerwee* (2023). Cette progression au rythme du pas, sur des sentiers qui suivent les frontières boisées et herbues du Grand-Duché, ouvrent, au sens propre des perspectives. ●

La forêt. Solitudes et solidarités est à voir jusqu'au 18 janvier au Ratskeller du Cercle Cité

Ein Ort gegen die Zeit

IIII Frédéric Braun

Einst Sehnsuchtsort amerikanischer Popkultur, überdauert die Interview-Bar als kultureller Speicher inmitten der Exzesse des Konsums

Mit der direkten Sonneneinstrahlung war es nach der Fertigstellung des Royal-Hamilius-Komplexes plötzlich vorbei. Auch zieht es seither die Aldringer-Straße hinunter, von neuen Nachbarn wie Starbucks, Decathlon und den Galeries Lafayette einmal ganz abgesehen. Immerhin bot sich mit der Fußgängerzonierung erstmals die Möglichkeit, vor dem Bar américain genannten Interview eine Terrasse einzurichten, auch wenn dies mit einer Mietanpassung einherging. Schwarze und rote Aluminiumstühle mit geometrischer Struktur verblüffen nun dort die Vorbeigehenden.

Als „clin d’œil de notre part“ bezeichnet Inhaber Ioannis Stefanopoulos schelmisch die von Konstantin Grcic vor zwanzig Jahren für das italienische Designerhaus Magis entworfene Chair One-Kollektion. Eine nicht zufällige Anspielung auf die moderne Nordfassade von Sir Norman Fosters gegenüberliegendem Architekturdampfer. So wird die Stammklientel unauffällig ins neue Stadtbild integriert, eine farbliche Brücke zum eigenen Interieur geschlagen und die klobige Dominanz des Nachbargebäudes auf charmante Weise ins Lächerliche gezogen.

Schon früh hat das Interview stilistische Akzente gesetzt, zu einer Zeit, als Luxemburg noch ein biederer Kleinbürgeridyll war, irgendwo zwischen gepflegtem Vorgarten, Bankgeheimnis und Geheimnis des Glaubens. Richtig internationales Flair zog erst mit der Finanzindustrie ein. In den 1980er-Jahren war die amerikanische Popkultur weltweit auf ihrem Höhepunkt: Filme wie *Flashdance*, Songs von Madonna und Prince sowie Serien wie *Miami Vice* oder *Remington Steele* ließen die USA zugleich glamourös und modern erscheinen.

Die sogenannten *bars américains* versprachen Freiheit, Spaß und einen kosmopolitischen Lifestyle. Genau diese Mischung aus Neonlicht, Cocktails und Nachtclubkultur hatte Charles Munchen im Sinn, als er nach einem New-York-Besuch 1982 das ehemalige, unter dem Spitznamen „An der Sakristei“ be-

2024 sprach sich die Commission pour le patrimoine culturel einstimmig für die Einstufung des Interview samt Gebäude als nationales Kulturdenkmal aus

kannte Café de l’Europe mit René Schildgen übernahm. Wo noch wenige Jahre zuvor Pferdesteaks, *Gehäcks* und *Kuddelfleck* in gutbürgerlicher Atmosphäre serviert wurden, trafen sich nun zu später Stunde Angestellte aus den umliegenden Banken, Künstler, oder solche, die sich dafürhielten, Unangepasste und andere Nachteulen.

Die rustikalen eichenen Bänke und Wandverkleidungen wurden kurzerhand in modischem Grau gestrichen, der braun-gelbe Cerabati-Boden aus den 1930er-Jahren mit Kunststoff überzogen und darauf Ledersessel und weiße Marmortische verteilt. Knapp unter der Decke zieren heute noch, wie Heiligenikonen, stilisierte Cover von Andy Warhols namensgebendem Interview-Magazin aus den Jahren 1982–1989 die Wände. Von dort blicken Clio Goldsmith, Brooke Shields, Yoko Ono, Schwarzenegger, Cher, Annie Lennox, Sting, Matt Dillon, Richard Gere und Albert de Monaco (einige gleich doppelt) auf die Besucher herab.

Andy Warhol hatte Prominenz, Medienkultur und Werbung zur Kunstform erhoben. Sein 1969 gegründetes Magazin *Interview* inszenierte amerikanische Popkultur, Mode, Film, Musik und Stars, und machte sie weltweit zugänglich. Das Magazin

stand wie kein zweites für amerikanischen Glamour und unterstrich durch seine Ästhetik den kulturellen Führungsanspruch der USA. Selbst die Cover waren Pop-Art-Statements.

In europäischen Cafés (und das galt in besonderem Maße für Luxemburg) wurde sich bis dahin um den ruhigen Konsum von Kaffee, Wein oder Bier in geselliger Runde gekümmert. Die American Bar hingegen machte Drinks und Cocktails wie Long Island, Margarita und Manhattan populär und konzentrierte sich auf das Nachtleben. Sie war exotisch und zugleich vertraut, weil ihr Ambiente aus Serien und Filmen bekannt war. Die starke visuelle Identität, das polierte Holz, die Erfahrung, an einer Bar zu sitzen und in lauter Umgebung einen Cocktail zu bestellen, galten damals als Inbegriff von „sophistication“. Das Nachtleben wurde performativ. Auch im Interview galten in diesen Jahren Dresscode und Cocktail-Etikette.

Der amerikanische Filmemacher Whit Stillman hat mit Filmen wie *Metropolitan* (1990), *Barcelona* (1994) und vor allem *The Last Days of Disco* (1998) Orte wie das Interview als ritualisierte Begegnungsorte dargestellt. Räume, in denen Status, Dating und Networking von ungelenker Interaktion, aufblitzenden Klassenunterschieden und symbolischen Aushandlungen begleitet werden. Wie die gesamte westliche Konsumkultur waren auch sie von Eskapismus geprägt: Orte, an denen man der täglichen Routine entfliehen konnte. Ein Mini-Hollywood, in dem es weniger um Gemeinschaft als um Inszenierung ging.

Gerade dadurch wurde das Interview auch für die hiesige LGBT-Community attraktiv. Es bot einen der ersten Treffpunkte Luxemburgs, an dem man sich kennenlernen, darstellen und damit Sichtbarkeit in einer damals noch stark wertkonservativen Gesellschaft erlangen konnte.

Als Félix Miny 1988 das Café übernahm, ließ er die Eichenholzverkleidung sandstrahlen. In dieser Zeit kamen auch der Mitteltresen sowie die ikonische Uhr über der Bar hinzu: jene, die seit Jahren stillsteht. „Café-Uhren müssen immer stillstehen“, meint dazu Ioannis. Ein Schreiner namens Jean-Marie Weber zimmerte die Holzkonstruktionen und überzog sie mit Messing, um sie vor äußeren Einflüssen zu schützen und ihnen eine Vintage-Patina zu verleihen. Irgendwann installierte man zwei Industrieventilatoren, um den Zigarettenrauch aufzuwirbeln. Im Obergeschoss richtete Miny, der als Vertragshändler von Illy Luxemburger Geschichte schrieb, zeitweilig eine Paninothek ein, im Keller sogar eine kleine Disco.

Ioannis Stefanopoulos ist seit 1989 mit dabei. Zusammen mit dem Iraner Ramin Safavi leitet der gebürtige Grieche heute das Kult-Café. Nicht mehr als US-amerikanische Fantasie, gemanagt von zwei Menschen, auf deren Herkunftsländer imperiale Macht ausgeübt wurde, sondern als Treffpunkt einer tendenziell linksgerichteten Fußgängerschaft aus Kulturmenschen, schönen Frauen, Schülerscharen und Zeitungslesern. Zwischendurch abgelöst und nach oben hin zusammengehalten von einer ergrauten Stammklientel kritischer Transatlantiker. Die Grenzen sind fließend.

Vor einigen Jahren wurden die weißen Wände in ein kräftiges Türkis gestrichen, was seither einen markanten Retro-Kontrast zum warmen Holz erzeugt. Vor Kurzem wurden die Toiletten renoviert, während einige der roten Sky-Überzüge auf den Barhockern erste Risse zeigen. Seit einigen Jahren wartet zudem ein ausgeschalteter Fernseher auf die nächste Fußball-WM.

2024 sprach sich die Commission pour le patrimoine culturel (COPAC) im Auftrag des Kulturministeriums einstimmig für die Einstufung des Interview samt Gebäude als nationales Kulturdenkmal aus. Das Wohn- und Geschäftshaus wurde zwischen 1935 und 1938 nach Plänen der Architekten Hubert Schumacher und Viktor Engels errichtet. Granitverkleidung im Sockel, authentische Innenausstattung, Kassettenbar mit Messingverkleidung, Eichenholzvertäfelungen. Eine historische Gastwirtschaft mit „Kultstatus“. Noch offen bleiben konkrete nächste Schritte sowie die genauen Rechte und Pflichten. Doch eines ist sicher: Schutz kann auch Verpflichtung bedeuten. Tragfähig ist das Interview ohnehin. ●



Diese Woche
im Café
Interview

À l’écoute des murs

IIII Josée Zeimes

Charlotte Escamez et Laure Roldan ont exploré des murs couverts de traces : trous, dessins, messages, stigmates, impacts, fissures. Elles en racontent l’histoire



Champ/contre champ : deux comédiennes écoutent les murs

Bohumil Kosek

Un mur se dresse devant nous : il barre le chemin, c’est un obstacle que nous contournons pour continuer ensuite, mais sans nous poser de questions. Il peut aussi nous inviter au repos, c’est une halte bienvenue sur notre chemin.

Dans la pièce créée au TNL cependant, le mur nous interpelle. Dans sa création *Les murs parlent*, Charlotte Escamez, auteure dramatique et metteuse en scène, montre son intérêt pour le rôle de la mémoire et de la transmission. Avec la complicité des comédiennes Eve Gollac et Laure Roldan – initiatrice du projet – le spectateur est entraîné dans un univers onirique pour se rendre compte que les murs, vieilles pierres ou constructions récentes, racontent ce dont ils ont été témoins, de tranches de vie d’une personne, de témoins d’une époque. Ils ont résisté ou ont été détruits.

Un jeu engagé, varié et inventif de la part de Laure Roldan et Eve Gollac

À voir de plus près, un mur n’est donc pas forcément un obstacle, mais peut être le témoin de vies passées, servir de protection, de refuge, voire de confident. Souvent on y découvre des traces : des mots, des messages, des dessins, des signes mais aussi des trous, des fissures, les murs sont des supports mais aussi des cibles. Ces murs de pierre et parfois de chair sont les témoins d’une histoire non officielle, celle d’hommes qui souffrent et espèrent. Les « déchiffrer », être à leur écoute nous fait découvrir un bout de leur histoire. « Car dire ne le peut un mur. Raconter, oui, si l’on veut bien me lire. »

Sur le vaste plateau du TNL les comédiennes glissent dans le rôle de Face de mur et L’autre Face, elles sont « collées » chacune d’un côté du mur blanc, une construction de cubes déplaçables, qui changent de place au cours du spec-

tacle. Ils nous emmènent du Liban au Luxembourg, en passant par la France, les comédiennes démontent et reconstruisent autrement le mur qui est détruit pour l’explorer, être à l’écoute et sensibiliser le spectateur au vécu du mur, « deviner, inventer, rêver. . . Les murs nous rattachent au réel dont nous avons fait du rêve théâtral. »

La scénographie de Michèle Tonteling (qui signe aussi les costumes) s’étend sur tout le plateau du TNL, dévoilant aussi les éléments de la forge, une allusion aux hauts fourneaux de l’ancien bassin minier d’Esch/Alzette, qui est évoqué dans les pérégrinations des personnages, qui investissent toute la surface, poussant le mur du fond de la scène, en plusieurs étapes, jusqu’au bord de scène, où est entassé un tas de pierres côté cour et côté jardin un amas de livres qui renseignent sur des repères historiques.

Certaines scènes baignent dans une douce lumière qui parfois suggère un paysage féérique, les effets de lumière significatifs étant signés Gonçalo Gomes et accompagnent le voyage d’investigation des murs de Face de mur et L’autre face grâce à un tissu de mots, de dessins, de signes, de trous et fissures.

La mise en scène de ce voyage d’exploration des murs prend des tournures très variées sous la baguette de Charlotte Escamez, alternant scènes jouées, voix off, diapositives, déplacements ; certains moments du projet sont mis en relief par la musique et le design sonore, une création élocatrice de Tim Vine.

Les murs parlent s’avère un spectacle étrange et surprenant à première vue, qui nous interpelle sur un sujet, le « langage des pierres », qui embarque le spectateur par le biais de stimulations diverses et en particulier par le jeu engagé, varié et très inventif des deux comédiennes Eve Gollac et Laure Roldan. ●

|||||

T
A
B
L
O

PATIMOINE

Brutalisme en péril

Mercredi, le conseil communal de Differdange a voté l’autorisation d’aller en justice pour contester le classement en tant que patrimoine culturel national du centre Marcel Noppeney (17 voix pour, une abstention), protégé depuis

l’année dernière. « L’immeuble est tellement vétuste que le coût des réparations ne serait absolument pas en rapport avec le bénéfice que l’on tirerait de sa restauration », avance le premier échevin Tom Ulveling (CSV).

Cette situation surprend Patrick Sanavia, directeur de l’Institut national pour la protection du patrimoine architectural (INPA), alors que le budget pour étudier l’état du bâtiment vient d’être débloqué. Les premières observations indiqueraient que la condition du centre culturel n’est pas excellente, mais qu’elle n’est pas catastrophique non plus. La commune et l’INPA étaient jusque-là en pleine discussion



sur le futur de cette salle de spectacle.

Le centre Marcel Noppeney, inauguré en 1977 par le Grand-Duc Jean, est l’un des rares exemples d’architecture brutaliste au Luxembourg. Conçu sur les plans de l’architecte luxembourgeois Léonard Knaff, il est remarquable par l’usage du béton, bien sûr, mais aussi par l’usage de structures

hexagonales établies sur plusieurs niveaux. Le bâtiment, original et fonctionnel, est un témoin de son époque qui a gardé en grande partie son identité (photo : Claude Piscitelli).

Depuis 2016 et d’importants travaux d’aménagement intérieur, des demandeurs de protection internationale y sont logés. EN

POLITIQUE

Musique imposée

Des artistes frontaliers allemands subissent une double imposition a constaté l’OGBL en relevant le cas d’un

musicien employé par l’Orchestre philharmonique du Luxembourg à qui l’administration fiscale allemande a réclamé un impôt, déjà acquitté au Grand-Duché. Selon la convention de double imposition entre les deux pays, les artistes sont imposés selon la méthode d’imputation et non d’exonération. Cette règle s’applique aux indépendants, aux groupes itinérants, mais aussi aux musiciens salariés des orchestres publics. Le Bundesfinanzhof argue que l’orchestre, tout public qu’il est, demande des droits d’entrée pour ses concerts, malgré les subventions et sa mission culturelle. Le syndicat pointe une

« discrimination flagrante » puisque le personnel administratif ou technique du même orchestre ne connaît pas le même sort. L’OGBL demande une modification de la convention de double imposition entre l’Allemagne et le Luxembourg : « Le travail culturel n’est pas un luxe, mais une nécessité sociale. Il doit être renforcé et non affaibli par une inégalité de traitement fiscal. » Contactée par le *Land*, la responsable des ressources humaines de la Philharmonie se dit au courant de la situation pour plusieurs musiciens et constate qu’aucune solution n’a été trouvée jusqu’ici. « Le problème relève de décisions politiques ». FC

Von der Zumutung zur Zustimmung

III | Marc Trappendreher

Giorgos Lanthimos und die Ästhetik des moralischen Konsenses

Mit *Bugonia* zeigt Giorgos Lanthimos einmal mehr, dass er nun ganz im Zentrum jenes Kinos steht, das sich im warmen Licht moralischer Selbstvergewisserung eingerichtet hat. Sein neuer Film ist Gleichnis einer Zeit, die ihre Empörung längst verinnerlicht hat. Der Film kennt sein Publikum: Er spiegelt ihm das eigene Bewusstsein zurück – er ist nicht Erkenntnis, sondern Konsens.

Das war nicht immer so. Lanthimos' frühe Filme waren Sprengsätze gegen jede Lesbarkeit. *Dog-tooth* (2009) zeigte das Haus als Labor totaler Kontrolle, eine beklemmendes Themenfeld aus Angst, Zucht und Sprachzerfall. *The Lobster* (2015) verlegte diese Gewalt in die Ordnung der Gefühle: In einer Gesellschaft, in der Singles zu Tieren transformiert werden, wenn sie keinen Partner finden, wird das Animalische zur Drohung. Dieses Kino forderte den Blick, es entzog die Deutung, um Erfahrung zu erzwingen. Mit *The Favourite* (2018) kippte dieser Impuls in Manierismus. Das höfische Machtspiel, einst Anatomie des Begehrens, wird zur barocken Choreografie des Blicks: prächtig, clever, reaktionssicher. *Poor Things* (2023) schließlich markierte den Moment, in dem Lanthimos in den neuen moralischen Mainstream hineinglitt. Das Absurde wird Stil, das Verstörende Ornament. Die Frankenstein-Erzählung um Bella Baxter (Emma Stone) wird zum Sinnbild weiblicher Emanzipation: eine Frau, die die Welt neu entdeckt, während die Männer zu grotesken Trägern alter Gewalt werden. Lanthimos zeigt dabei weniger eine Frau, die sich befreit, als eine Öffentlichkeit, die sich in der Vorstellung ihrer Befreiung gefällt. Lanthimos lässt offen, ob die Substitution des Patriarchats durch das Matriarchat am Ende die bessere Gesellschaftsform verspricht.

Diese Bewegung, die man – mit aller Vorsicht – als eine Facette des post-#MeToo-Kinos bezeichnen

Lanthimos betrachtet seine Geschöpfe mit der Distanz eines moralischen Zoologen

kann, ist auch das Resultat einer gesellschaftlichen Verschiebung, die viel Gutes bewirkt hat. Sie hat jene sichtbar gemacht, die jahrzehntelang am Rand der Erzählung standen, hat Machtverhältnisse befragt, Perspektiven geöffnet, neue Subjekte zum Mittelpunkt von Kinobildern gemacht. Doch wo das Gute dieser Bewegung evident ist, kam mit ihr eine Ästhetik, die das Erwachen des Blicks in die Routine des Sehens verwandelt hat. Hollywood hat das verstanden – und kapitalisiert es mit der Effizienz eines Marktes, der längst gelernt hat, dass Bewusstsein verkäuflich ist. In Lanthimos hat die Industrie ihren idealen Mittler gefunden: einen Regisseur, der moralische Sensibilität und ästhetische Kalkulation perfekt verbindet. Seit *The Favourite* gilt Lanthimos dort als die ideale Synthese aus Exzentrizität und Verlässlichkeit, aus formaler Kühnheit und moralischer Lesbarkeit. Die Studios haben in ihm den Regisseur gefunden, der das Unbequeme in die richtige Form bringt: exzentrisch genug, um als Kunst zu gelten, klar genug, um niemanden zu verstören. Festivals und Jurys folgen dieser Logik. *Poor Things*

markierte den vorläufigen Höhepunkt: Der Goldene Löwe in Venedig war die symbolische Krönung einer Ästhetik, die ihre Ambivalenz perfekt dosiert. Die Oscars taten ihr Übriges: Emma Stone als neue Ikone weiblicher Selbstermächtigung, Lanthimos als moralisch kompatibler Visionär – das passte in eine Industrie, die ihre Aufgeklärtheit am liebsten in Trophäen gießt. Das System belohnt nicht das Risiko, sondern dessen Simulation. Ein Jahr später folgte *Kinds of Kindness* (2024), drei Episoden über Macht, Gehorsam und das Bedürfnis nach Kontrolle – und zugleich über das Bedürfnis nach Liebe, das hier in seine äußerste Pervertierung getrieben wird. Die Figuren sind leer, bis zur Selbstaufgabe auf Bindung programmiert, aber unfähig, sie zu empfinden. Jede Episode wirkt wie eine Parabel, die eine einzige Wahrheit illustrieren soll: Dass der Mensch ein elendes, bedürftiges Wesen ist. Lanthimos betrachtet seine Geschöpfe mit der Distanz eines moralischen Zoologen, der nicht mehr an den Menschen glaubt, weil er ihn nur noch in seiner animalischen Bestialität sehen kann.

Lanthimos' Filme gefallen sich in ihrer eigenen Schwarzhumorigkeit, in der kalkulierten Groteske, die nicht mehr erschüttert, sondern zunehmend belustigen soll. Das Tragische, einst unauflöslich und schwer, wird zum dekorativen Zynismus. *Bugonia* ist ein weiterer Eintrag in diese Marktlogik: ein Kino der Bewusstseinsabbildung. Lanthimos bebildert Diskursvokabeln – *female empowerment*, toxische Männlichkeit. Er illustriert, was die Gesellschaft längst weiß; das Kino wird zum Reflexionsersatz: Es genügt, zu wissen, dass man verstanden hat. *Bugonia* ist ein Remake des südkoreanischen Kultfilms *Save the Green Planet!* (2003) von Jang Joon-hwan, den Lanthimos in ein westliches, post-#MeToo-Zeitalter überträgt. Zwei Männer, paranoide Außenseiter, entführen eine erfolgreiche Geschäftsfrau (Emma Stone),

überzeugt, sie sei ein außerirdisches Wesen, das die Menschheit unterwandert. In ihrer wirren Logik ist eine Frau an der Spitze eines Konzerns kein Mensch, sondern eine Bedrohung. Sie sperren sie in ein abgelegenes Haus, um die Welt zu „retten“. Was im Original noch anarchisch, grotesk, unberechenbar war, wird bei Lanthimos zu einer kalkulierten Versuchsanordnung über Macht, Geschlecht und Wahrnehmung. Die Satire weicht der Parabel, das Chaos der Choreografie. Der Regisseur verlegt die Geschichte in eine glatte, urbane Gegenwart, in der jeder Blick bereits Diskurs ist. Die beiden Entführer verkörpern ein archaisches, verunsichertes Männlichkeitsbild; die Frau wird zur Projektionsfläche ihrer Ängste – und zugleich zum Spiegel ihrer Ohnmacht. Lanthimos betont die Gender-Dynamik mit didaktischer Präzision, alles ist lesbar, zuordenbar, keine Irritation. Die Figuren dieses Films sind so grotesk gezeichnet, dass niemand Gefahr läuft, sich in ihnen zu erkennen – sie dienen der moralischen Absicherung des Publikums.

So entsteht ein Diskursfilm über „toxische Männlichkeit“ und „Female Empowerment“, über patriarchale Paranoia und weibliche Selbstbehauptung. *Bugonia* spielt virtuos mit den Erwartungen des post-#MeToo-Publikums: Er beginnt wie eine Parodie auf den misogynen Wahn, entwickelt sich dann zur moralischen Versuchsanordnung und kippt schließlich in eine allumfassende misanthropische Apokalypse: „Where have all the flowers gone?“, singt Marlene Dietrich. Diese Brüche sind kein Risiko mehr, sondern kalkuliert. Selbst die Wendung am Ende, die als Subversion erscheinen soll, ist nichts als ein Überraschungseffekt – die Geste des Widerspruchs als Routine. Lanthimos' Filme funktionieren wie moralische Maschinen, die Zustimmung im Modus der Differenz erzeugen. Die ironischen Volten – der abrupte Bruch, das doppelt kodierte Finale – wirken inzwischen wie dramaturgische Reflexe einer Ästhetik, die die Irritation simuliert, aber sie in Wirklichkeit neutralisiert hat.

Damit verliert Lanthimos' Kino jeden Gegenstand. Es blickt nicht mehr auf Welt, sondern auf Diskurse. Seine Bilder sind hermetisch geschlossen, ohne Außen. Keine Erkenntnis nur Bespiegelung. Was früher eine Erfahrung des Fremden war, ist heute ästhetisch verwaltete Gewissheit. Vielleicht ist das die eigentliche Tragik dieses Werks: Der Regisseur, der einst an der Peripherie der griechischen Filmlandschaft die Familie als totalitäre Miniatur sezierte, ist im Zentrum einer Mainstream-Industrie angekommen, die sich von ihrer eigenen Aufklärung nährt. Das Kino der Zumutung ist zum Kino der Zustimmung geworden – und kaum jemand scheint es zu bemerken, weil die Bilder so schön-bizarrr sind. ●



Vierte
Zusammenarbeit
mit dem
griechischen
Filmemacher für
Emma Stone

FILM MADE IN LUXEMBOURG

Go Monsters !

IIII Godefroy Gordet

En première mondiale en juin dernier au prestigieux Festival du film d’animation d’Annecy, *Stitch Head*, ou *Bitzbouf* en luxembourgeois est à voir en salles



Stitch Head, cœur tendre aux membres rapécés

« Êtes-vous prêt pour les monstres ? » amorce en chanson le Monsieur Loyal d’une sorte de *freakshow* raté arrivé dans le petit village de Grubbers Nubbin sans prévenir pour vendre de la frousse... Mais les habitants sont déjà pris d’une peur provoquée par les créations monstrueuses d’un professeur bordélique, enfermées dans un château juché à fleur de falaise. Marchand d’effroi, Fulbert Freakfinder, propriétaire de ce loufoque cirque, y voit une opportunité en or et réussit à convaincre Stitch Head, toute première création du savant fou, de le rejoindre dans ses plans. Cœur tendre aux membres rapiécés, Stitch Head s’embarque donc pour le cirque hypnotisé par le sourire *bright* de ce bonimenteur de Freakfinder, au nom évocateur.

Les Luxembourgeois de La Fabrique d’Images coproduisent avec Anivventure et Gringo Films productions, cette aventure de monstres écrite et réalisée par Steve Hudson et mettant à l’affiche la voix d’Asa Butterfield (*Sex Education*). Cette revisite du concept de Frankenstein, logé sur les terres d’*Hôtel Transylvanie* au rythme de personnages sortis de *Monstre et Cie*, reprend les lignes du premier volet de la série de livres jeunesse *P’tit cousu* (Bayard Jeunesse) signés Guy Bass et illustrés par Pete Williamson, pour en réaliser un film dans la lignée du maître Tim Burton faisant du macabre et du monstrueux une joyeuseté cinématographique. Entre un régal de film d’animation contemporain et un bonbon d’humour noir tout public qui sort à point nommé dans la période d’Halloween.

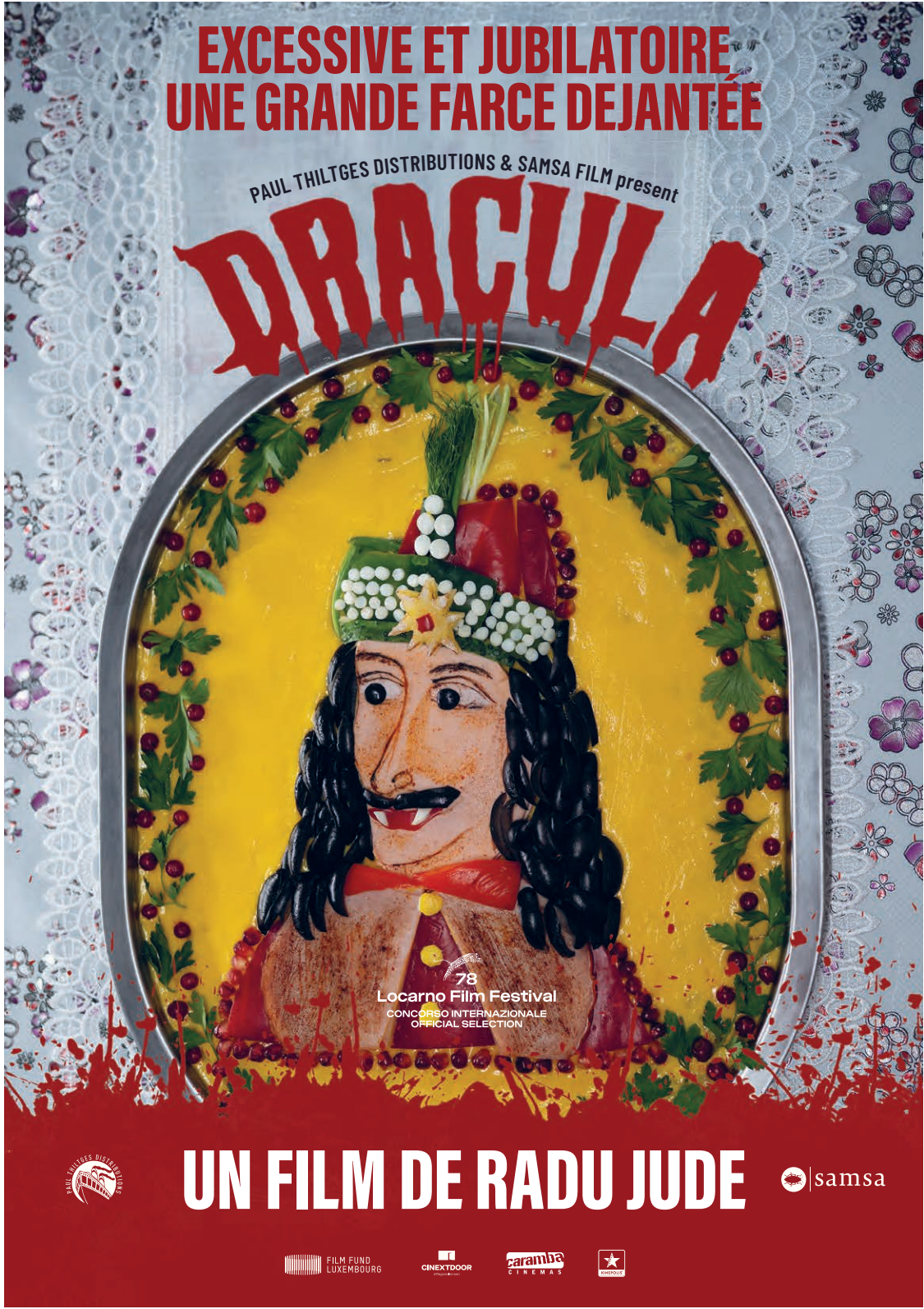
Stitch Head nous amuse de cette monstrosité que nous fait rire tant qu’elle reste au 3e degré. Ici, si les monstres ne sont pas des montres, ils sont supplantés par les humains fidèles à eux-mêmes, voyeurs, perfides, cupides, et tout le reste. Et la leçon, comme il y en a toujours dans le cinéma d’animation, est là dans la simple parabole de « l’habit ne fait pas le moine ». *Stitch Head*, de son ambition de départ (2019) à sa réalisation finale (2025), devient aussi un symbole en tant que porte-drapeau de l’ancrage européen du ci-

Stitch Head c’est nous, les oubliés des chapiteaux, pas assez freak pour être applaudis et pas assez normaux pour applaudir. Les monstres de l’entre-deux

néma d’animation luxembourgeois. Un rayonnement auréolé par sa présence à Annecy, Mecque absolue du genre. Et ce n’est pas volé tant la direction artistique de Stéphane Lecoq est maîtrisée offrant à voir un monde référencé mais singulier dans son identité propre, vrombissant de risible et de poésie à la fois dans sa forme comme son fond.

Jamais à l’abris du produit merchandising dans une période de l’année qui fait vendre sucreries et autres

bêtises thématiques, *Stitch Head* réussit à être plus qu’un film d’Halloween, l’un de ceux qu’on se met avec sérieux dans les mirettes et qui provoque un refuge de 90 minutes lumineux, tendre et monstrueux, évidemment. Stitch Head c’est nous, les oubliés des chapiteaux, pas assez freak pour être applaudis et pas assez normaux pour applaudir. Les monstres de l’entre-deux... Alors, comme le dit le personnage d’Arabella (avec la voix de Tia Bannon en version originale et celle d’Aurélie Biver en luxembourgeois) –, « Go Monsters ! ». ●





Warner Bros

Leonardo Di
Caprio dans
*One Battle
After Another*

Try it, you might have fun

IIII Jeff Schinker

Alors que Thomas Pynchon publie un nouveau roman, Paul Thomas Anderson adapte, avec *One Battle After Another*, l'un des livres du père du postmodernisme américain. Retour sur une œuvre centrale pour comprendre l'Amérique – et le monde – d'aujourd'hui

Milwaukee, 1932. Hicks McTaggart est un ancien briseur de grèves reconverti en détective privé, sorte d'alter ego de Doc Sportello, le personnage principal d'*Inherent Vice* si justement incarné par Joaquin Phoenix dans l'adaptation éponyme de Paul Thomas Anderson (2014). Dans le contexte politiquement trouble de la Prohibition et de la Grande Dépression, alors que le parti national-socialiste allemand trouve pas mal d'adeptes dans les mondes interlopes et moralement nébuleux fréquentés par Hicks, une bombe explose. Après qu'on a accusé un peu trop vite la communauté d'immigrés italiens, que le personnage à qui on veut faire porter le chapeau disparaît dans un hypothétique sous-marin, qu'aucun des personnages aussi hauts en couleur que fièrement criminels ne revendique l'attentat, Hicks apparaît comme un suspect optimal. Les personnages de Thomas Pynchon sont toujours, par définition, de parfaits coupables alors, ou plutôt parce que, ils n'ont rien demandé à personne.

Exfiltré par son boss à New York, où il est censé enquêter sur la disparition de Daphne, la fille de Bruno Airmont, l'Al Capone du fromage, qui s'est enfuie avec un musicien, Hicks se réveille un jour sur le *Stupendica*, un bateau de croisière l'amenant en Hongrie, où il est non seulement plongé dans une Europe au bord de la guerre, mais où son enquête et son éthique de détective privé hard-boiled l'obligera à fréquenter tour à tour le policier cocaïnomane Egon Praediger, les Quarrender, un couple d'espions anglais très snob ainsi qu'un trio de magiciens dont on ne saura jamais, Pynchon oblige, s'il s'agit d'insolents charlatans ou de génies capables de tordre à leur guise le continuum spatiotemporel. « When trouble comes to town, it usually takes the North Shore Line. » C'est la première phrase de *Shadow Ticket*, nouveau et probablement dernier roman de Thomas Pynchon (l'auteur a 88 ans et le précédent, *Bleeding Edge*, date de 2013). Elle est brillante et donne le la pour ce qui va suivre.

Dire de *Shadow Ticket* qu'il est phénoménalement loufoque, scandalementement brillant et d'une lecture assez ardue est une lapalissade. Père du postmodernisme américain, auteur de romans aussi longs qu'álambiqués, inventeur de la paranoïa littéraire et du *dope head* en fiction (sans ça, il n'y aurait pas eu de Big Lebowski), exégète infatigable d'une époque où la technologie et l'appât du gain ont mis à sac une certaine vision téléologique et humaniste (les goulags, camps de concentration et Hiroshima sont passés par là), le génial Pynchon s'est immiscé, au fil des années, dans la culture populaire pour la marquer à jamais. Ewan Mc Gregor qui tire la chasse sur lui-même dans *Trainspotting* ? C'est une référence directe à Tyrone Slothrop, le personnage principal de *Gravity's Rainbow*. Le site web de Radiohead, *wastheadquarters.com* ? Un clin d'œil au système de courrier alternatif de *The Crying of Lot 49*. L'auteur américain qu'on voit dans un épisode des Simpson, un sac en carton sur la tête pour préserver son légendaire anonymat ? C'était, au moment de la sortie de l'épisode, la seule prestation vocale jamais diffusée de Thomas Pynchon, qui a accepté de prêter sa voix à son avatar jaune ; alors que, partout ailleurs, il a réussi à effacer toute trace de son passage terrestre. Quant à *Vheissu*, l'album phare du groupe de postcore Thrice, le titre désigne un lieu utopique de son premier roman V.

Car malgré le fait que Pynchon soit un des écrivains les plus obsédés par les ravages du totalitarisme, du colonialisme et du capitalisme, qu'il condamne sans appel tout en étant assez lucide pour savoir que les probabilités sont très élevées que le néolibéralisme persistera jusqu'à la fin de l'humanité dont il ne fait que contribuer à accélérer l'avènement, malgré cette lucidité donc, les romans de Pynchon sont traversés par des utopies. Ce sont les hommes et les femmes qui parcourent ses romans comme des toupies que rien ne peut arrêter, des personnages qui refusent d'être broyés par un système qui invariablement essaie de les enfermer, les exclure, les éliminer.

Les personnages de Pynchon sont imbroyables, récalcitrants, trop déglingués pour que le système puisse les récupérer, les recycler dans son opération de marchandisation de tout. Ces utopies sont les phrases de Pynchon, d'une poésie rare, d'une économie poignante, percussive, tant que l'on dit à juste titre que l'auteur est intraduisible.¹

Tout est simulacre

Parfois, ces utopies sont aussi des lieux (ou non-lieux, comme l'étymologie du terme le veut) véritables. *Vineland*, un de ses romans les plus accessibles, finit sur une telle utopie. Le roman, que Paul Thomas Anderson vient d'adapter au cinéma sous le titre de *One Battle After Another*, décrié par les uns comme symptomatique du wokisme du Hollywood contemporain, encensé par d'autres comme le film de l'année, raconte l'histoire de Zoyd Wheeler, un ancien musicien et hippie rebelle qui, afin qu'il puisse justifier de toucher ses indemnités de personne inapte au travail, doit prouver, une fois par an, qu'il est fou, ce pourquoi il joue, tous les ans, muni d'une tronçonneuse, une comédie de défenestration dans un diner. La vitre par laquelle il saute est en sucre car Pynchon a montré, qu'aux États-Unis, tout est simulacre, corroborant la thèse de Baudrillard selon laquelle Disneyland est là pour faire oublier que tout le reste du pays est aussi un gigantesque parc d'attractions.

Ce même Zoyd Wheeler devient, dans la traduction cinématographique opérée par Paul Thomas Anderson, Pat Calhoun, un activiste de gauche incarné par Leonardo Di Caprio qui, une fois que la police a réussi à arrêter ou à liquider un certain nombre des membres de l'organisation d'extrême-gauche France 75 à laquelle il appartenait et qui n'a jamais rechigné devant la violence et les attentats pour rendre le monde plus juste, moins patriarcal, moins raciste et moins néolibéral, a décidé de se

retirer d'un militantisme qui aurait fini par lui coûter la vie. Des années plus tard, ce même Pat Calhoun vit sous un nom d'emprunt dans un patelin américain avec sa fille. Sa femme l'a quitté après avoir refusé d'endosser le rôle de mère modèle. Elle avait vu que Pat, sous des dehors de joyeux luron révolutionnaire intrépide et lubrique, cachait une aptitude à se laisser enfermer dans le carcan familial, première cellule de soumission systémique comme le montrent les schizo-analyses de Deleuze et Guattari².

Or, le sujet pynchonien est schizo-sujet ou n'est pas. Renaissant sous les dehors d'un *pothead* qui dira lui-même qu'il ne parvient évidemment pas à se rappeler les éléments de réponse d'un système de communication underground qu'il a pourtant contribué à le mettre sur pied, il s'acharnera sur un petit jeunot ayant pris la relève dans le réseau, lui expliquant que ça n'est non seulement profondément antirévolutionnaire et bourgeois que de s'en tenir d'aussi près à toute sorte de protocole mais que surtout, l'alcool et la drogue ont sérieusement contribué à des défaillances cognitives faisant que, même si la vie de sa fille en dépendait – c'est le cas – il ne pourrait pour rien au monde se remémorer ce qu'on lui demande. Dans *Shadow Ticket*, la journaliste Glow Tripforth del Vasto (l'onomastique pynchonienne mériterait une encyclopédie) résume la chose de la manière suivante, demandant à Hicks : « How's the amnesia, forgotten anything interesting lately ? »

Un incroyable capharnaüm

Si le sujet pynchonien est un être profondément inadapté au monde, c'est que le monde dans lequel il est plongé est non seulement hostile mais aussi absolument et résolument incompréhensible, débordant de signes illisibles, souffrant d'un trop-plein souvent orchestré par des hommes de l'ombre qui, profitant du simulacre d'un monde complexe, réussissent à faire oublier la réalité en fin de compte manichéenne d'une société divisée entre exploitant et exploité. Le personnage pynchonien, Paul Thomas Anderson l'a compris au même titre que Joaquín Phoenix et Leonardo Di Caprio, se situe toujours entre le Schlémil des blagues juives et le picaro du roman picaresque espagnol, les deux ayant le chic de se mettre dans des situations invraisemblables, ingérables et presque toujours potentiellement mortelles. Pynchon renoue ainsi avec les origines du roman. La prolifération de romans naturalistes qu'on observe aujourd'hui ne devrait pas opacifier que le roman a toujours connu une veine ludique, qui tire son origine chez Cervantès, que Lawrence Sterne et Denis Diderot ont défendue, que José Luis Borges et Thomas Pynchon ont sauvée à travers le vingtième siècle et qu'un Éric Chevillard se retrouve un peu solitaire à défendre contre la maussaderie et les apitoiements de l'autofiction érigée en authenticité littéraire des publications contemporaines.

Lire Pynchon, c'est accepter que la littérature sait être autre chose qu'une reproduction fastidieuse du réel et de ses tracas (personnels ou sociétaux). C'est vivre dans une vision du monde de quelqu'un qui espère encore mettre le feu, même si les explosifs ne sont jamais que textuels. Dans *Shadow*

Le monde que Paul Thomas Anderson montrer dans One Battle After Another est plys sombre et moins ludique que celui que Thomas Pynchon construit dans Vineland

Ticket, des objets apparaissent et disparaissent, il y a des digressions sur les guerres fromagères que se livre Bruce Airmont avec ses rivaux et qui rappelle cette scène où des personnages, dans *Against de Day*, finissent par échapper de très peu à une noyade dans un entrepôt de fabrication de mayonnaise. Il y a un monde interlope où les personnages ne sont jamais ce qu'ils prétendent être, d'improbables matriochkas qui changent d'occupation, d'accoutrement et de lieu selon les besoins du sens ou du nonsense narratif. Le monde de Pynchon est un incroyable capharnaüm, entre tableau de Bosch et ces images foisonnantes où on incite nos enfants à trouver Charlie. Sauf que chez Pynchon, Charlie s'est toujours déjà barré. C'est un bordel incompréhensible : dans *Shadow Ticket*, l'on retrouve une cinquantaine de personnages secondaires dont la logique d'apparition et de disparition est proche du surgissement, dans un morceau de jazz improvisé, d'une mélodie qu'on fait fredonner à son instrument avant de progresser vers autre chose. C'est une partition écrite non par quelqu'un de fou, mais par quelqu'un d'assez lucide pour avoir compris que c'est le monde qui est fou, qui a déraillé, et que tout ce qu'on peut faire, c'est l'accompagner avec une bande-son dont les différentes manifestations constituent une contre-histoire de l'aventure américaine. Si *Shadow Ticket* se passe dans les années 1930, c'est aussi parce que, depuis les origines sanguines de l'aventure américaine (*Mason & Dixon*, V.) aux États-Unis de plus en plus cloisonnés dans leur propre conservatisme libéral (*Vineland*) avant de transformer aussi les mondes digitaux en enclaves dystopiques (*Bleeding Edge*), c'est la seule époque encore non couverte par l'auteur. Existe donc maintenant, depuis *Shadow Ticket*, une contre-histoire complète des États-Unis d'Amérique et du lent avènement du capitalisme.

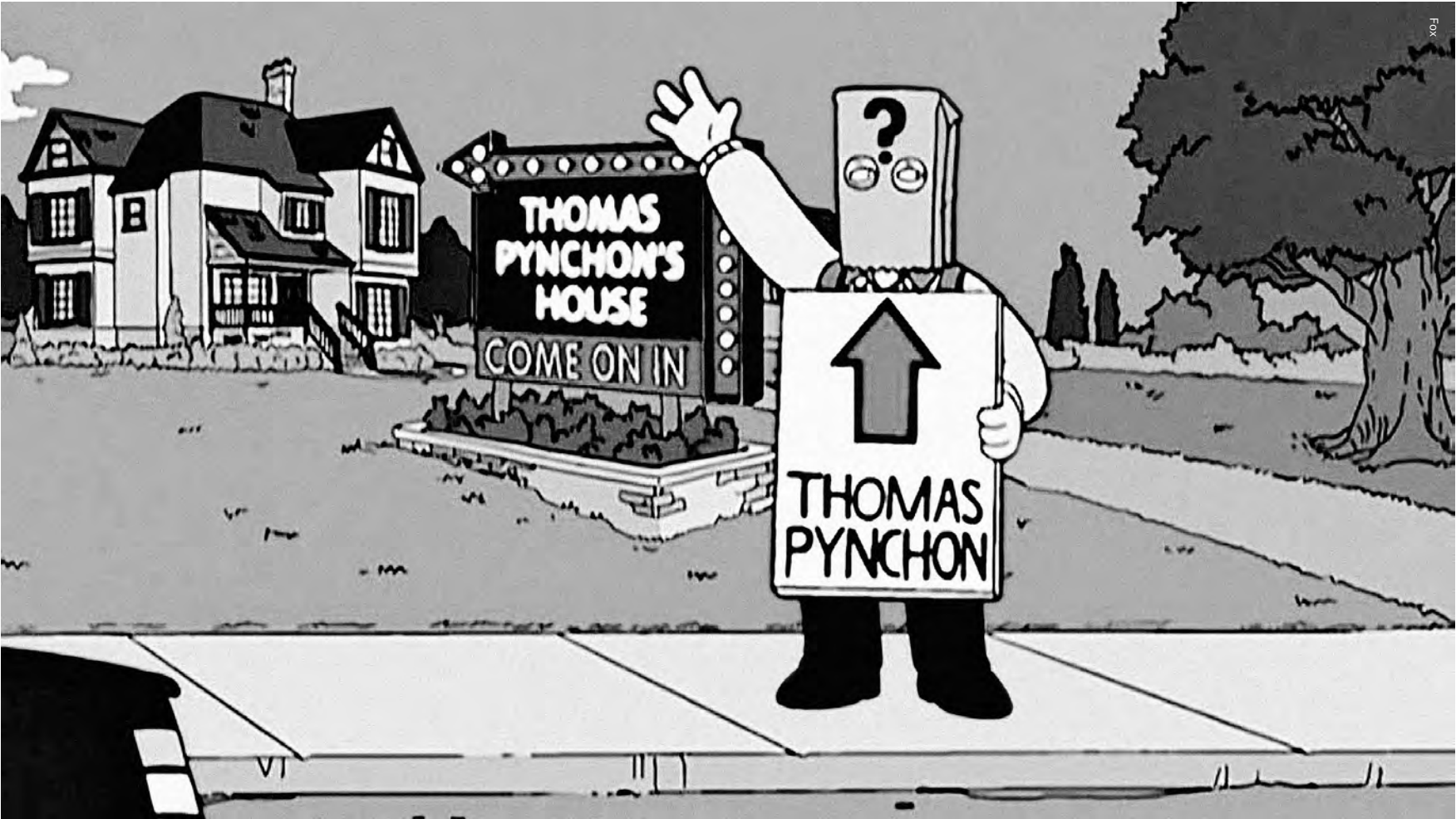
Au delà de l'adaptation

Dans ce contexte, *One Battle After Another*, plus qu'une véritable adaptation, offre un prolongement de l'œuvre de Pynchon dans le monde d'aujourd'hui, un bel hommage autant qu'un post-scriptum d'un compagnon de route. *Vineland* était un livre ancré dans les années 1960 et les années 1980. Pynchon montrait à quel point le mouvement hippie était miné par la délation et des forces réactionnaires infiltrées, marquant la fin du rêve d'une Amérique un tantinet gauchiste. C'était aussi un hommage ambivalent à la télévision, formidable outil de distraction pascalien autant que opium pour le peuple américain. Dans *Vineland*, chaque personnage bénéficiait de son propre programme de télé. Une logique que PTA d'adopte pas. Son monde est plus sombre, moins ludique. Le réalisateur se concentre sur les quatre personnages principaux : Zoyd devenu Pat/Bob, Prairie devenue Charlene/Willa, Frenesi devenue Perfidia et, surtout, Brock Vond devenu Lockjaw, dont le fascisme et le racisme, bien que partiellement comiques, sont des moteurs narratifs puissants. Le club infect de suprémacistes blancs à qui il veut plaire et dont il est évident que jamais ils ne l'accepteront puisqu'il ne vient pas, comme eux, de vieilles familles blanches traditionnelles, sont des métonymies d'une société où tout régresse, surtout la tolérance et autres acquis des Lumières.

Dans ce contexte, il est remarquable que là où *Vineland* finit sur une sorte d'utopie familiale, dans cette adaptation libre, l'utopie passe (presque) complètement à la trappe. Comme si, entre les années 1980 et aujourd'hui, s'était observé encore un durcissement, comme si tout espoir d'un monde meilleur était devenu irréaliste, comme si ce qui était vraiment inadaptable au cinéma, chez Pynchon, c'était son humanité, que Paul Thomas Anderson parvient à loger dans un regard empli de tendresse de Bob pour sa fille, ou encore dans la résolution de la jeune Charlene à reprendre les armes. Mais de lieu utopique, il n'y en a plus : après que Pynchon a déconstruit, dans *Bleeding Edge*, le dernier lieu d'une eutopie possible – les débuts d'Internet –, il ne reste à Paul Thomas Anderson plus que l'espace de l'intime. C'est le Pynchon, moraliste et engagé, plus que celui qui, dans la variété de mondes parallèles esquissés, accepte de laisser entrer de l'utopie, qu'adapte PTA. À la fin de *Dracula* de Radu Jude, alors que les touristes ont fini par collectivement massacrer non pas le vampire mais le comédien incarnant le vampire, un Allemand cite Wittgenstein, qui disait toujours que l'histoire avec le progrès, c'est que ça avait toujours l'air plus grand que ça ne l'était. Ça pourrait être une épigraphe de l'œuvre de Pynchon – une œuvre qu'on continuera à lire et à relire, même quand le couperet de l'obscurantisme nous sera retombé dessus depuis belle lurette. ●

¹ Michel Doury, le traducteur français de *Gravity's Rainbow*, s'en est d'ailleurs mordu les doigts, qui a parfois sauté plusieurs pages, au cours d'un travail hélas bâclé
² Voir *L'anti-Cédipe* et *Mille plateaux* de Gilles Deleuze et Felix Guattari

Thomas Pynchon a effectué un caméo dans deux épisodes des Simpson en 2004





L'inquiétante étrangeté du monde

IIII Karine Sitarz

Première création de la saison 2025-2026 du Escher Theater, *À l'ouest d'Arkham* est une adaptation théâtrale signée Mani Muller avec, à la mise en scène, Bach-Lan Lê-Bá Thi. Tous deux sont membres de la Compagnie du Grand Boube qui a coproduit le spectacle.

L'auteur luxembourgeois s'est inspiré de la nouvelle *The Colour Out of Space* (1927) du fameux écrivain américain Howard Phillips Lovecraft (1890-1937) qui, jusqu'à aujourd'hui, n'a cessé d'inspirer artistes, écrivains, cinéastes (cette nouvelle a d'ailleurs été adaptée plusieurs fois), mais pas seulement, avec ses univers étonnants où fantastique, science-fiction et horreur se frottent au fil d'une œuvre foisonnante.

Et c'est dans un tel monde que nous embarque ce singulier spectacle avec ses cinq comédiens et comédiennes (on regrette un casting inégal) dans une mise en scène réussie et très visuelle de Bach-Lan Lê-Bá Thi. À celle-ci s'accordent avec justesse la scénographie efficace de Peggy Wurth, les lumières expressives de Marc

Thein et les images vidéo ingénieuses de Marc Scozzai qui font advenir de beaux tableaux et injectent par petites touches peur et angoisse sur scène comme dans la salle d'où on sort quelque peu oppressé. Malgré des longueurs, le spectacle interpelle.

Dans *À l'ouest d'Arkham*, il y a d'abord la ville imaginée par Lovecraft et située en Nouvelle-Angleterre. Si Mani Muller conserve ce lieu-dit, en revanche il change d'époque et situe son action à la fin des années 1980 et au début des années 1990, soit un siècle plus tard. Il fait ainsi revivre l'esthétique des *eighties* : images, musiques (tubes et sons *new wave* sortent d'un radiocassette trimballé par un des personnages), séries (*Twin Peaks* notamment évoquée à travers Laura Palmer et Gordon), infos du monde (références à Tchernobyl), supports audiovisuels (cassettes VHS, petit écran), objets (ah la machine à café filtre !)...

Cette distance temporelle favorise le surgissement sur le plateau d'une inquiétante étrange-

té mais offre aussi des espaces d'humour (voir news en direct et témoignages sur le petit écran) qui donnent un ton décalé à cette pièce un peu bavarde qui entend questionner les origines, l'identité et le devenir de l'humain, son rapport à la nature et au surnaturel, son comportement avec le vivant et avec les autres, ses relations à l'emprise et à la folie. Dans le monde chaotique qui est le nôtre, ces sujets résonnent forcément.

Flashback. Arkham. Trois ans plus tôt. Une météorite s'écrase dans la cour de la ferme des Gardner (un choc certes mais un événement qui apporte un peu de notoriété à la famille) mais alors que la météorite « rétrécit », tout commence à se détraquer, la nature devient « landes ravagées », la terre poussière grise stérile et empoisonnée. Les récoltes sont spectaculaires mais immangeables, le vivant mute, les plantes se font géantes comme ces choux puants et ce lierre grimpant qui sont l'objet de toutes les curiosités, les animaux se transforment, monstrueux, bientôt la famille disjoncte et disparaît... sans laisser de traces ou presque.

En cause, une couleur extra-terrestre, indescriptible, innommable, étincelle ou onde lumineuse, chose indicible qui survit au fond du puits là où disparaîtra le fils Merwin (Lucas Jacquemain, convaincant). Quant au père Gardner, le vieux et robuste fermier Nahum

Un spectacle qui remue mais peine à transporter

(Jérôme Varanfrain, un peu fragile pour le rôle), il vacille, tombe dans la paranoïa et expirera pétrifié à sa table alors qu'il a enfermé au grenier sa femme Nabby (Yasmine Laassal, belle performance) qui, sous emprise, finira par n'être plus que cri. C'est le voisin et ami de la famille, « seul témoin direct des jours étranges », le taciturne, secret et ambigu Ammi Pierce (excellent Joël Delsaut), qui signalera leur disparition.

Quelques années plus tard, Doreen Harper, agente du FBI (Nora Zrika, peu crédible dans ce rôle) se rend sur les lieux du « crime » pour rencontrer l'ancien prof de littérature et essayer

DIE KLEINE ZEITZEUGIN

Patriarchale Paranoia

IIII Michèle Thoma

So langsam wird es zwar langweilig. Mit ihnen. Den trübseligen grauen Herren, die sich regelmäßig mit Leidensberichten aus ihren Schmollwinkeln in die sie angeblich verbannt wurden zu Wort melden um uns zu sagen, dass sie nichts sagen dürfen. Das sagen sie jetzt schon eine ganze lange Weile und sie sagen es immer wieder und sie sagen es einander vor und ein Leidensgenosse nickt bekümmert und noch einer und ein bekümmertes Nicken geht durch die Lande und viral. Keiner versteht uns! Niemand lacht mehr über unsere lächerlichen Witze! Niemand klatscht, wenn wir Dicke Dicke nennen, alle sind plötzlich krankhaft sensibel, Generation Schneeflocke statt Generation Fossile Energie. Niemand in dieser dekadenten Gesellinnschaft, psst, dekadent darf Mann auch nicht mehr sagen, versteht mehr den Spaß der Spaß-muss-sein-Gesellen!

Finstere feministische Umtriebe, davon sind die bedauernswerten Herren überzeugt, haben es auf Macht und Gemächte abgesehen, auf das lebenswerte Leben überhaupt. Lauthals rühmen sie das ungeborene Leben, das geborene ist leider weniger rühmlich, den Kinderwagen können Sie dort abstellen!

Die Leidensfront hat viele Mitleidende, in den Talkshows und in Podcasts und Online-magazinen und obwohl die Leader-Leider quasi ausschließlich männlich sind, gibt es auch willige weibliche Supporterinnen. Es ist ja auch nicht so einfach für diese Männer am Rande des Nervenzusammenbruchs, denen die Felle davonschwimmen und die

Lauthals rühmen sie das ungeborene Leben, das geborene ist leider weniger rühmlich, den Kinderwagen können Sie dort abstellen!

Frauen davonlaufen. Eben saßen sie im Herenzimmer, rauchten fette Zigarren, dienstbare Geister die bei Bedarf auch Körper zur Verfügung stellten, Gattinnen genannt, versahen sie mit Annehmlichkeiten, dann stürmten sie wieder hinaus ins feindliche Leben. Auch wenn sie nicht über Zigarren und Annehmlichkeiten verfügten, sondern nur übers feindliche Leben, gab es in diesem in aller Regel auch so ein praktisches Gewächs, Weib genannt. Jeder Mann bekam so eine, das war eben so, und das war gut so, das mit Topf und Deckel haute noch hin, das hatte Herr Gott schon gut hingekriegt. Das war bevor die Blaustrümpfe alles durcheinander machten. Bevor der Feminismus ausbrach und die wilden Weiber auf den Topf hauten statt in ihm zu rühren und damit nicht genug, plötzlich wimmelte es von regenbogenfarbenen Woken die über alte weiße Männer herfielen und sie Alte Weiße Männer nannten. Einst waren wir ehrwürdige Greise! Und jetzt müssen die Kinder das Geschlechteralphabet in der Schule lernen!

Alte Haudegen empören sich darüber, dass alle gleich immer empört sind, verbitterte Witzbolde wittern überall Tugendbolde, greise Schlagersänger katzenjammern vor sich hin, Philosophen mutieren zu Trauerklößen und Trübsalbläsern, die Teufelinnen an die Wand malen und zunehmend Symptome patriarchaler Paranoia aufweisen. Ex-Spiegel-Journalisten lecken ihre Wunden in ranzigen Portalen, in denen sie sich verschancen, suchen gar Zuflucht im Schoß von Mutter Kirche. Die Grufties und Möchtegern-Grufties, manche Herren in der Blüte der Jahre bezeichnen sich schon mit-leidend prophylaktisch und pseudo-selbstironisch als verstoßene Alte Weiße Männer, sprechen einander gut zu und Mut zu, stehen einander seelsorgerisch bei. Noch gar nicht mal so Old-Man-Precht wirft sich sorgenprächtigt solidarisch in Falten bevor er uns Angst macht vor dem Angststillstand. Sie empowern einander, wie das mal auf Wokisch hieß und schütten ihr Herz in Selbsthilfe-Podcasts aus, wir können alle an ihrem Leiden teilnehmen. Kumpel Putin ist auch nicht weit, warum wird er aber auch so diskriminiert?

Beinahe wird alte weiße Frau von mütterlichen Gefühlen übermannt, da erscheint Gott sei Dank der Heiland! Heiland Trump ist erschienen! So lang waren die alten beigen Männer mutterseelenallein auf feministischer Flur, dem globalen Feminismus ausgesetzt, aber auch dem hiesiger Prägung, einer besonders abscheulichen Abart. Von Feministinnen gefoltert, von Woken verwirrt, von Moralaposteln verfolgt. Verleumdet, verleugnet, gemobbt. Mundtot. Jetzt kommen wieder die Indianer und die Mohrenköpfe! Hallelujah! ●

D'GEDICHT VUN DER WOCH

IIII Jacques Drescher

de démêler avec lui les nœuds des « jours étranges » et de reconstituer les scènes du passé. Sur le plateau, ces deux personnages évoluent sur le devant de la scène côté jardin alors que la famille Gardner est en arrière-plan, au centre ou côté cour. Quelques accessoires symbolisent d'un côté l'univers d'Ammi, de l'autre la ferme avec son puits énorme cratère central, la table en bois, les chaises et le sol, signes d'un âpre quotidien.

Les deux récits évoluent en parallèle. Aux longs bavardages de Doreen et d'Ammi s'opposent les séquences du passé, stylisées, quasi sans paroles au début, comme autant d'instantanés d'une routine quotidienne qui glisse peu à peu vers l'étrange. Dans le fond de la scène, un écran géant ouvre sur la nature environnante (nature paisible puis envahissante, images fixes puis animées, avec effets atmosphériques). Sur le plateau, un voile noir sépare les deux mondes, les deux temporalités, il sert aussi d'écran de projection aux images inquiétantes d'arbres mouvants et dansants. La bande sonore du spectacle – des petits bruits d'oiseaux aux cris d'outre-monde – amplifie le dérapage, le bascullement de tout en tout.

À l'ouest d'Arkham de Mani Muller et Bach-Lan Lê-Bá Thi est un spectacle qui remue mais peine à transporter ! ●



Limerick vun der Aussepolitik

Den Ausseminister, dee ruddert,
Och wann e vrum Trump sech bal schuddert.
En ass jo net fräi
A schwätzt ëm de Bräi –
Dat well e fir d'Yankeë wuddert.

Limerick vum Expat

En Headhunter vun den Antillen,
Dee wollt just nach Banker, déi billen.
Dat huet net gefall
Um Boul'vard Royal.
Lo kann e seng Kanner verzillen.

Ministère de la Mobilité et des Travaux publics

Administration des Ponts et Chaussées
Division des Ouvrages d’Art

Avis de marché

Procédure : 10 européenne ouverte
Type de marché : Services

Date limite de remise des plis :
04.12.2025 10.00 heures

Lieu :
Ministère de la Mobilité et des Travaux publics
Administration des Ponts et Chaussées
Division des Ouvrages d’art
41-43, bd G-D Charlotte
L-1331 Luxembourg

Intitulé :
Mission d’ingénieur en génie civil – Réhabilitation de l’OA848 Reiteschkopp à Dudelange.

Description :
– Mission d’ingénieur en génie civil – Réhabilitation de l’OA848 Reiteschkopp à Dudelange.

Critères de sélection :
Aucune condition minima de participation à la soumission n’est requise.

Conditions d’attribution :
L’attribution du marché se fera sur base du meilleur rapport qualité/prix, qui sera déterminé par l’évaluation des critères d’attribution suivants :
– Prix de l’offre 40% ;
– Qualité professionnelle de l’équipe de projet proposée 10% ;
– Références 20% ;
– Qualité de la méthodologie 20% ;
– Présentation et qualité de l’offre 10%.

Modalités visite des lieux/réunion d’information :
Visite des lieux n’est pas obligatoire

Conditions d’obtention du dossier :
Les intéressés peuvent retirer les documents de soumission

gratuitement sur le Portail des marchés publics (www.pmp.lu)

Réception des plis :
Livres II : La remise électronique est obligatoire.

Autres informations :
La remise d’un DUME est obligatoire.

Principales caractéristiques du marché :
Les services d’ingénieur en génie civil relatifs aux « études de conception » et « études d’exécution » comprenant les volets « Voirie » et « Ouvrages d’art ».

Début prévisible du marché :
Printemps 2026

Délai exécution du chantier :
– Phase d’études de conception : 280 jours ouvrables ;
– Phase d’études d’exécution : 190 jours ouvrables .

N°. avis complet sur pmp.lu :
2502134

La ministre de la Mobilité et des Travaux publics,
Yuriko Backes

SNHBM

Société Nationale des Habitations à Bon Marché s.a.

Avis de marché

Procédure : 01 ouverte
Type de marché : Travaux

Date limite de remise des plis :
25.11.2025 10.00 heures
Lieu :
SNHBM 2B, rue Kalchesbruck L-1852 Luxembourg
Intitulé :
N° 3403_plafonnage, réf. KE2-21.

Description :
– L’exécution des travaux de plafonnage de 22 maisons unifamiliales à Olm.
Conditions d’obtention du dossier :

Le bordereau de soumission est téléchargeable sur le Portail des marchés publics.
Réception des plis :
Le jour de l’ouverture avant 10.00 heures.
N°. avis complet sur pmp.lu :
2502759



Syndicat Intercommunal de Dépollution des Eaux résiduaire du Nord (SIDEN)
Administration communale de Larochette

Avis de marché

Procédure : 01 ouverte
Type de marché : Travaux

Date limite de remise des plis :
12.12.2025 11.00 heures

Lieu :
L’ouverture de la soumission aura lieu dans la salle des soumissions affichée à la réception du bâtiment administratif du SIDEN, à Blesbruck, L-9359 Bettendorf.

Intitulé :
Assainissement de la commune de Larochette.

Description :
– U5044-10 Travaux d’infrastructures dans la rue de Medernach et Huelewee à Larochette – Travaux de génie civil.

Critères de sélection :
– Effectif minimum en personnel de l’opérateur économique occupé dans le métier concerné : 25 personnes ;
– Nombre minimal des références pour des ouvrages analogues et de même nature : 3 références.

Modalités visite des lieux/réunion d’information :
La visite des lieux est obligatoire et aura lieu le 12.11.2025 à 9.00 heures au

Centre Culturel
19A, rue de Medernach
L-7619 Larochette.

Conditions d’obtention du dossier :
Sous peine de nullité, les documents de soumission sont à télécharger sur le Portail des marchés publics (www.pmp.lu).

Réception des plis :
Les offres sont à remettre à l’adresse et dans la salle prévue pour l’ouverture de la soumission ou à déposer sur le Portail des marchés publics (www.pmp.lu) conformément à la législation et à la réglementation sur les marchés publics avant les dates et heures fixées pour l’ouverture. Les offres sous forme papier doivent porter l’inscription « Soumission pour... ».

Autres informations :
Le début des travaux est prévu pour mars 2026 et le délai d’exécution est de 80 jours ouvrables.

N°. avis complet sur pmp.lu :
2502750

Le bureau du SIDEN et le collège des bourgmestre et échevins de la commune de Larochette

SNHBM

Société Nationale des Habitations à Bon Marché s.a.

Avis de marché

Procédure : 01 ouverte
Type de marché : Travaux

Date limite de remise des plis :
25.11.2025 10.00 heures
Lieu :
SNHBM 2B, rue Kalchesbruck L-1852 Luxembourg
Intitulé :
3376_chapes & revêtement de sol, réf. KE2-20.
Description :

– L’exécution des travaux de chapes et de revêtement de sol de 2 immeubles résidentiels à Olm.

Conditions d’obtention du dossier :
Le bordereau de soumission est téléchargeable sur le Portail des marchés publics.
Réception des plis :
Le jour de l’ouverture avant 10.00 heures.
N°. avis complet sur pmp.lu :
2502758

Ville de Vianden

Avis de marché

Procédure : 01 ouverte
Type de marché : Travaux

Date limite de remise des plis :
19.11.2025 10.00 heures

Intitulé :
Fourniture et montage d’un bassin non-nageurs en acier inoxydable pour la piscine.

Description :
– Fourniture et montage d’un bassin non-nageurs en acier inoxydable pour la piscine.

Conditions d’obtention du dossier :
sur le Portail des marchés publics

Réception des plis :
sur le Portail des marchés publics

N°. avis complet sur pmp.lu :
2502702

SNHBM

Société Nationale des Habitations à Bon Marché s.a.

Avis de marché

Procédure : 01 ouverte
Type de marché : Travaux

Date limite de remise des plis :
28.11.2025 10.00 heures
Lieu :
SNHBM 2B, rue Kalchesbruck L-1852 Luxembourg
Intitulé :
3395_jardinage, réf. Aa11-1.

Description :
– L’exécution des travaux de jardinage de 4 immeubles résidentiels à Luxembourg-Merl.

Conditions d’obtention du dossier :
Le bordereau de soumission est téléchargeable sur le Portail des marchés publics.
Réception des plis :
Le jour de l’ouverture avant 10.00 heures.
N°. avis complet sur pmp.lu :
2502770

Découvrez chaque vendredi ce qui fait bouger le pays.

Pour 1€ accédez à notre version digitale pendant 1 mois.

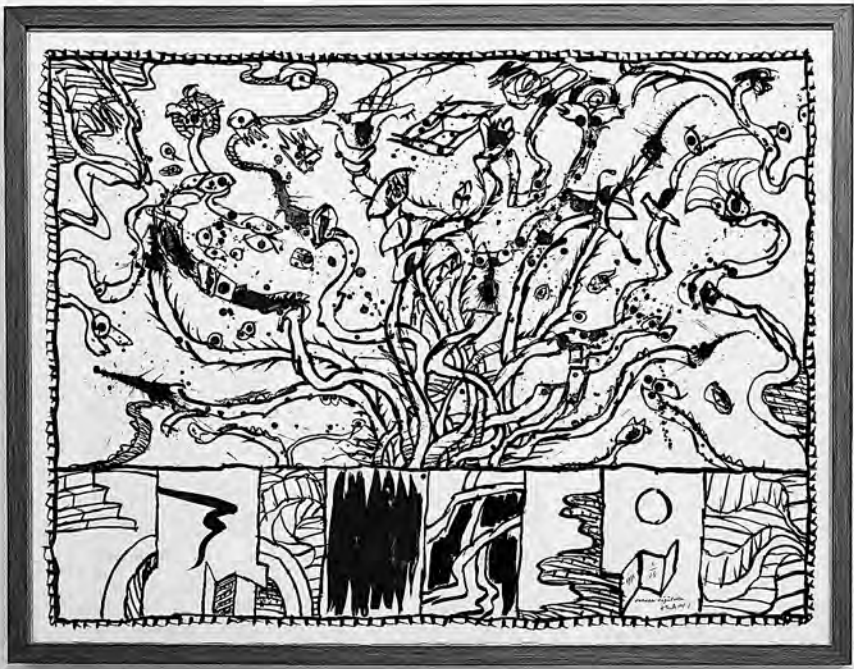
Faites le test.

www.land.lu
(+352) 48 57 57 . 1

d’LëtzebuengerLand

Fondé en 1954 par Carlo Hemmer, édité par Leo Kinsch de 1958 à 1983. Hebdomadaire politique, économique et culturel indépendant paraissant le vendredi. Publié par les Éditions d’Letzeburger Land s.à r.l., R.C.B 19029,N° TVA LU 12 12 40 22. La reproduction des articles et illustrations est interdite sans l’accord écrit de l’éditeur. **Gérant** Antoine Hron (485757-1; ahron@land.lu), **Rédacteur en chef** Peter Feist (485757-24; pfeist@land.lu), **Rédaction** France Clarinval (485757-26; fclarinval@land.lu), **Stéphanie Majerus** (48575735; smajerus@land.lu), **Erwan Nonet** (48 57 57 28; enonet@land.lu), **Sarah Pepin** (48575736; spepin@land.lu), **Pierre Sorlut** (485757-20; psorlut@land.lu), **Bernard Thomas** (485757-30; bthomas@land.lu), **Mise-en-page** Pierre Greiveldinger (485757-34; pgreiveldinger@land.lu), **Photos** Sven Becker (485757-36; sbecker@land.lu), **Administration et publicité** Yi Ren (485757-32; yren@land.lu) **Édition et rédaction** 59, rue Glesener L-1631 Luxembourg **Courrier** Boîte postale 2083, L-1020 Luxembourg **Téléphone** 48 57 57-1 Fax 49 63 09 E-mail land@land.lu Internet www.land.lu **Twitter** @Letzland **Facebook** d’Lëtzebuenger Land **Instagram** [letzzeburger_land](https://www.instagram.com/letzzeburger_land) **Impression** Editpress S.A. **Prix par numéro** 6,50 € **Abonnement annuel** 220,00 € **Abonnement étudiant/e** 95,00 € **Compte en banque** CCPLLULL : IBAN LU59 1111 0000 5656 0000

L'art de la
prédelle dans
Varappe
végétale et
dans *Triade*



Alechinsky, des arbres et de l'écrit

IIII Loïc Millot

À Metz, une sélection d'œuvres de l'inclassable peintre issu du mouvement Cobra

Âgé aujourd'hui de 98 ans, Pierre Alechinsky fait l'objet d'une exposition monographique à la galerie PJ, intitulée *Varappe végétale*. Les deux jeunes fondateurs, Pierre Funes et Ji Sun, ont réuni à cette occasion des livres d'art illustrés, des gravures et des lithographies de grand format, des peintures et sculptures, l'ensemble offrant un bel aperçu de la production protéiforme de l'artiste franco-belge. Une initiative d'autant plus nécessaire que le dernier accrochage de Pierre Alechinsky à Metz remontait à 1985.

Ainsi l'espace lumineux de la galerie messine se peuple d'arbres, de paysages maritimes, d'étranges effigies antiques, et de rares lettres anciennes servant de palimpsestes à de sauvages aquarelles de facture expressionniste. Ce sont là autant de fenêtres ouvertes sur le dehors ou l'inconnu, d'invitations au voyage pour l'œil du spectateur. Les pièces les plus anciennes datent de 1962, époque à laquelle Alechinsky cesse de peindre à l'huile pour privilégier des matériaux ductiles comme l'encre de Chine et l'aquarelle. Ce sont trois petites eaux fortes en couleur éditées à Milan, issues de la série des *Quelques vieilles lignes*. Trois créatures composites qui évoquent les étranges figures de son compère René Magritte, aussi bien que celles d'Arcimboldo. L'une est en effet affublée d'un feuillage épais, quand une autre mêle le végétal aux attributs marins de la sirène. La dernière figure relève de la caricature, rapprochant deux profils grotesques, animal et humain. Le trait est à chaque fois libéré, spontané, la ligne esquissée, dans l'esprit de Cobra, ce mouvement qui a vu le jour en 1948 autour de poètes (Christian Dotremont, Joseph Noiret) et de peintres (Constant, Karel Appel, Asger Jorn) qui ont souhaité s'affranchir des académismes en vigueur en Occident. Le nom du mouvement vient de la contraction des villes d'où venaient les artistes : Copenhague, Bruxelles et Amsterdam.

Sur la même cimaise, à proximité de ces trois gravures, trois aquarelles de format supérieur rivalisent d'agressivité chromatique. Toutes trois réalisées en 2013, elles procèdent également d'un même principe esthétique : celui de composer à partir d'un matériau préexistant, servant à la fois de support et de sous-texte. Il s'agit en l'occurrence de lettres anciennes, au contenu et à l'adresse partiellement lisibles. On déchiffre, sur l'une d'entre elles (*En ces circonstances*),

Pour Alechinsky, Central
Park est une « gueule
débonnaire de monstre »

une rue (« 10 rue du Grand chantier, Paris ») mais aussi un nom : celui de Georges Bataille, propriétaire d'une imprimerie qui sera ensuite propriété des Mourlot, célèbre famille française d'imprimeurs connue pour avoir lithographié les plus grands artistes, de Picasso à Dubuffet en passant par Chagall et André Masson. L'élégante écriture gracieusement apposée sur le papier se mêle à la couleur, ou disparaît sous les touches du pinceau qui donnent forme à une figure humaine rudimentaire. Dans une seconde aquarelle, où apparaît la même destination (« Monsieur Bataille »), le peintre entrelace à nouveau texte et figure humaine, l'événement de la couleur et l'anecdotique consigné par écrit : « J'attends après les bandes chromo que je vous ai remise et que vous deviez me remettre le surlendemain. Voilà de cela trois semaines. Il n'est pas possible d'être plus négligent. Veuillez je vous prie me faire dire si vous voulez vous occuper de cela. Je vous salue. », y lit-on. L'effet obtenu par la lisibilité de cet extrait, particulièrement comique à la lecture, est proche de l'esprit dada. Sur une autre aquarelle (*Marthe, amie de Bram Van Velde*), Alechinsky a peint une figure humaine de profil, constituée seulement de quelques lignes à l'encre de Chine et de la matérialité du papier, orné de sceaux et de médailles estampillés « Napoléon III ».

Plus avant, Pierre Alechinsky poursuit son exploration de l'écrit à travers l'illustration de livres. Ainsi *L'or noir* (2011), qui comprend trois gravures signées de l'artiste sur un texte de Yves Peyré, *Temps Opéra* (1991) d'Eddy Devolder et *Suites 1* (1995), qui inclut un texte d'Alechinsky et douze lithographies de grand format. L'ouvrage vient même boucler l'entreprise inaugurée par Georges Bataille, *Suites 1* ayant été

édité par l'Atelier Bordas qui n'est autre que le successeur du maître-lithographe Fernand Mourlot. Dans un registre sculptural, un merveilleux exemplaire de la série de livres réalisés en terre chamottée est posé devant la cimaise. Sur la tranche de ce *Livre de Pierre* (1994) est indiqué le titre (*Aperçu*), assorti d'une figure d'escargot. Virtuose, le plasticien formé à La Cambre à Bruxelles et à la religion du Livre (son père, de confession juive, a fui les pogroms de Russie) laisse entrevoir une feuille paginée, sur laquelle il est possible de discerner quelques fragments de phrase.

Les autres pièces réunies pour l'occasion font l'éloge du terrestre : deux grandes lithographies verticales, *Persistance* et *D'Arbres et encre* (2013), qui donnent corps à d'immenses arbres aux ramures crépues. Y est appliqué le principe des marges encadrant une figure centrale, qu'Alechinsky met en œuvre depuis son séjour à New York au milieu des années 1960. Par la vue vertigineuse dont il dispose alors depuis l'atelier de son ami Walasse Ting, qui l'initiera à la pratique de la calligraphie orientale, Alechinsky hallucine littéralement Central Park, qu'il perçoit, selon ses termes, comme « une gueule débonnaire de monstre ». Il entoure ce grand monstre de « remarques marginales », une expression empruntée au vocabulaire de l'estampe qui fait depuis office de signature pour Alechinsky. Deux œuvres montrent par ailleurs son utilisation originale de la prédelle médiévale, qui désigne la partie inférieure d'un retable où plusieurs vignettes déclinent de petites scènes en parallèle du sujet principal. D'un côté, une lithographie qui donne son titre à l'exposition (*Varappe végétale*, 1995), où un arbre croît à partir d'une prédelle scandée en plusieurs vignettes, à la façon d'une bande-dessinée. De l'autre, et c'est assurément le clou du spectacle : *Triade* (2005), peinture à l'acrylique où Alechinsky extrait de la culture égyptienne la figure d'un sphinx trônant en majesté. Sous cette figure antique qui renoue avec le profil de certaines de ses aquarelles écrites, se tiennent en prédelle quatre petites fenêtres non moins énigmatiques, par lesquelles Alechinsky fraye d'obscurcs chemins. L'aventure vers l'inconnu continue... ●

Exposition de Pierre Alechinsky, *Varappe végétale*, jusqu'au 15 novembre à la galerie PJ à Metz

S

T

|

L

land
31.10.2025

Communauté

IIII Erwan Nonet

Le nouveau *Guide auto-pédestre*, édité par les éditions Guy Binsfeld, vient de sortir (45 euros). Le dernier, publié en 2017, s'est vendu à plus de 28 000 exemplaires, ce qui est considérable. Il avait profité du covid : Les ventes avaient explosé pendant le confinement, car beaucoup de promeneurs se sont révélés pendant cette période.

Le précédent étant épuisé depuis trois ans, la nouvelle édition s'est fait attendre. Mais s'il a fallu patienter, c'est qu'elle a été largement renouvelée. La direction générale du Tourisme (ministère de l'Économie) a effectivement revu toutes les randonnées du pays pour qu'elles répondent aux critères européens. Une cinquantaine de circuits ont été supprimés, autant sont apparus et beaucoup d'autres ont connu des modifications de parcours. Bref, pour l'éditeur, il a tout fallu reprendre de zéro, textes, cartes et photos compris.

Ce qui est assez remarquable, c'est l'attente qui s'est créée autour de ce classeur. « Le guide est un véritable phénomène d'édition. Nous avions un nombre important de demandes, les clients le réclamaient de plus en plus », relate Paul Ernster, directeur administratif et financier des librairies du même nom. Chez l'éditeur, on a également dû répondre à beaucoup de mails et de coups de téléphones de promeneurs témoignant de leur impatience.

C'est que la randonnée fédère, et ce guide qui en représente l'alpha et l'oméga au Luxembourg, est un symbole. Dès sa mise en rayon, il y a une semaine, les acheteurs sont revenus : « Les ventes ont très bien démarré dans l'ensemble de nos magasins et il enregistre également d'excellents résultats sur notre plateforme de vente en ligne », assure Paul Ernster. Marie Mathieu, qui a piloté la conception du *Guide auto-pédestre*, constate elle aussi des ventes très encourageantes sur la boutique en ligne.

Le guide est aussi devenu le nom d'un groupe sur Facebook (Autopédestre Lëtzebuerg). Créé peu après la sortie du précédent, en 2017, par une randonneuse passionnée, Gaby

Huberty-Fautsch, il regroupe aujourd'hui 21 600 personnes qui y partagent leurs expériences, leurs photos et leurs remarques. L'éditeur n'y prend aucun ombrage et se félicite même de la vitalité de cette page, sur laquelle de nouveaux posts arrivent chaque jour. « Je n'ai jamais vu autant de bienveillance sur les réseaux sociaux ! Tout le monde est gentil, personne ne s'insulte. Sans doute parce que le contact avec la nature rend heureux et nous calme. La marche à pied, c'est l'humanisme », sourit Marie Mathieu. Elle avait d'ailleurs invité la modératrice à la conférence de presse annonçant la sortie du guide.

Illustration de cette bonhomie, les premiers échos sur le guide relevés sur la page Facebook sont positivement unanimes. Or ces personnes savent parfaitement utiliser les applis de randonnées. Théoriquement, elles n'ont pas besoin du classeur bleu, mais elles l'achètent, en sont contentes et le font savoir. Pour elles, l'objet représente quelque chose qui le dépasse. Il est la clé d'accès à une communauté apaisée, qui, pendant la durée d'une balade, prend le temps de découvrir ce qui l'entoure, partagée entre sérénité et émerveillement. La marche à pied n'est pas un loisir, c'est un luxe. ●

L'auteur de cet article a participé à la rédaction du Guide auto-pédestre



Les auto-pédestres ont reçu un nouvel habillage

LES RÉCOMPENSES



Gault&Millau 2026

Les guides gastronomiques continuent de dicter la météo des tables, et la fébrilité entourant la sortie du guide *Gault&Millau Luxembourg 2026* en dit

long : lundi soir, tout le monde avait les yeux rivés sur la nouvelle sélection. Le guide aligne une belle brochette d'une centaine de restaurants, sans oublier les bars, les chocolatiers et les adresses « Hip », ces spots

trendy où l'ambiance compte autant que le menu.

La onzième édition met résolument la jeunesse à l'honneur. Les récompenses saluent une nouvelle génération de talents, entre établissements récemment ouverts et chefs trentenaires. Au sommet du palmarès, Clovis Degrave décroche le titre de Chef de l'année pour sa brillante direction du Grünewald Chef's Table à Dommeldange. Le guide salue « un chef audacieux, capable de déléguer, d'écouter et de se remettre en question ». Autre distinction très attendue, celle du Jeune

chef de l'année, attribuée à Archibald De Prince pour le restaurant qui porte son nom à côté d'Echternach. La valeur n'attend décidément pas le nombre des années. Hugo Vaugenot décroche le titre d'Hôte de l'année à moins de trente ans. Aux côtés de René Mathieu au Fields, il séduit par son sens de l'accueil et sa pédagogie lorsqu'il présente les mets végétaux de la maison.

Moins de six mois après son arrivée dans les cuisines de Louis Linster, Victoria Scharff remporte le titre de Pâtissière de l'année. Autre distinction remarquée : le

restaurant Le Lys, installé à la Villa Pétrusse et ouvert en juin dernier, est sacré Découverte de l'année. Aux commandes, le jeune chef Kim Kevin de Dood signe une cuisine subtile, hommage élégant aux classiques luxembourgeois revisités avec modernité. Encore plus récent, le bar Perle Noire, installé à l'étage de La Lorraine et inauguré début septembre, décroche déjà le titre de Bar de l'année. La cuisine bistrotière de Jérémmy Parjouet a, elle aussi, séduit les inspecteurs du guide : son établissement Le Q dans le Beurre est consacré Restaurant de

terroir. Son presque voisin à Bonnevoie, Nostos, s'impose comme Méditerranéen de l'année, tandis que Rodolphe Chevalier reçoit les honneurs de Sommelier de l'année. Enfin, le First Floor (à l'étage du Scott's) raffle la distinction H!P of the Year, pour son approche contemporaine du gastro-pub. Entre jeunesse, audace et créativité, cette édition du Gault&Millau Luxembourg salue une scène gastronomique qui connaît une belle vitalité. (photo : Léna Le Roy) FC

PRINTED IN LUXEMBOURG